

UNE DIZAINE DE PROJETS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS
AU SIPSA-FILAHA 2026

L'innovation agricole à l'honneur

La 24^e édition du Salon international SIPSA-FILAHA & AFRIKA FOOD EXPORT, qui se poursuit au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger, accorde cette année une place importante à l'innovation agricole et aux start-up. À travers un espace spécialement aménagé au sein du « Village Start-up », de jeunes porteurs de projets exposent leurs solutions technologiques et industrielles destinées à moderniser l'agriculture, l'élevage et l'agroalimentaire en Algérie. P 3



Publicité

TRANSPORT DE VOYAGEURS
**TRANSTEV renforce
ses dessertes inter-
wilayas**

Le vaste programme de renouvellement du parc national de transport public de voyageurs entre progressivement dans sa phase opérationnelle. Invité de la Chaîne 3, le PDG du complexe de transport terrestre TRANSTEV, M. Rachid Ouazen, a dressé un état des lieux détaillé des nouvelles acquisitions, des projets de modernisation et des mesures prises pour améliorer la sécurité et la qualité du service public. P 5

PÊCHE ET AQUACULTURE
**L'Algérie accélère sa
transition vers
l'économie bleue**

L'Algérie entend accélérer le développement de son économie bleue en faisant de la pêche et de l'aquaculture des secteurs stratégiques de diversification économique et de sécurité alimentaire. Réunis à Alger dans le cadre de la 8^e édition du Forum international de l'aquaculture et des productions halieutiques « DJAZAQUA 2026 », organisée en marge du salon SIPSA-FILAHA, décideurs, experts et professionnels ont mis en avant une nouvelle vision nationale axée sur la modernisation du secteur, le renforcement de la souveraineté alimentaire et la structuration industrielle de la filière halieutique. P 2

CAMPAGNE NATIONALE DE
COLLECTE DES PEaux DE
MOUTONS
**De gros moyens
mobilisés par le Groupe
GETEX**

Le groupe public textile et cuir "Getex" a mobilisé d'importants moyens matériels et logistiques pour la campagne nationale de collecte des peaux de moutons de l'Aïd El Adha à travers le territoire national, a affirmé le P-DG du groupe, Toufik Berkani, ajoutant qu'un dispositif numérique a été mis en place afin de faciliter l'opération, notamment à travers le suivi des points de collecte et de stockage ainsi que le recensement des quantités collectées. P 5

SIPSA[®]
FILAHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZAQUA[®]

TOURISME

Lancement du concours national "IA Tour Algérie 2026"

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a annoncé, mardi à Alger, le lancement de la première édition du concours national de l'innovation dans le domaine de la promotion intelligente du tourisme algérien "IA Tour Algérie 2026", visant à encourager l'innovation dans ce domaine.

Présidant une journée d'étude consacrée au tourisme en Algérie, organisée en marge de la 25e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), Mme Meddahi a indiqué que ce concours intervient dans le cadre de "la valorisation des efforts visant à promouvoir le secteur et à encourager l'innovation dans le domaine de la promotion intelligente du tourisme en Algérie".

Le concours est destiné aux innovateurs algériens résidant en Algérie ainsi qu'aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, notamment les étudiants, les chercheurs, les start-up et les porteurs de projets innovants, a précisé la ministre. Dans le même contexte, Mme Meddahi a assuré que le soutien et la promotion des start-up occupent "une place centrale" dans le processus de développement du secteur, les qualifiant de "principaux moteurs du nouveau économique et technologique".

Ces start-up contribuent, ajoute la ministre, à opérer une transformation qualitative dans la conception et la fourniture des services touristiques, à travers le développement de solutions intelligentes dans les domaines de la réservation électronique et du marketing numérique.

PÊCHE ET AQUACULTURE

L'Algérie accélère sa transition vers l'économie bleue

L'Algérie entend accélérer le développement de son économie bleue en faisant de la pêche et de l'aquaculture des secteurs stratégiques de diversification économique et de sécurité alimentaire. Réunis à Alger dans le cadre de la 8e édition du Forum international de l'aquaculture et des productions halieutiques « DJAZAQUA 2026 », organisée en marge du salon SIPSA-FILAHA, décideurs, experts et professionnels ont mis en avant une nouvelle vision nationale axée sur la modernisation du secteur, le renforcement de la souveraineté alimentaire et la structuration industrielle de la filière halieutique.

Par Selma R.

Placée sous le thème de la modernisation de la pêche et de l'aquaculture, cette rencontre a mis en lumière la volonté des pouvoirs publics de transformer le secteur en moteur de croissance économique, de création d'emplois et de sécurité alimentaire. Dans son intervention introductive, Brahim Zitouni, vice-président du Groupe de réflexion Filaha INOV, a rappelé que la pêche et l'aquaculture ont longtemps été considérées comme un « parent pauvre » de l'économie nationale, malgré leur immense potentiel. Il a insisté sur le rôle stratégique du poisson comme source de protéines à forte efficacité biologique, affirmant que « le secteur de la pêche est stratégique » dans un contexte mondial marqué par les tensions sur les ressources alimentaires. Le même intervenant a souligné l'importance géostratégique des 1 200 kilomètres de côtes algériennes, appelant à « préserver ses pêcheurs et ses côtes » grâce à des infrastructures modernes, des ports adaptés et des systèmes de contrôle numérique et satellitaire.

Il a également mis en avant le potentiel de l'aquaculture continentale, notamment dans les zones sahariennes et les eaux saumâtres, plaidant pour une diversification des espèces élevées afin d'aller au-delà du modèle centré sur le tilapia.

Cette orientation stratégique a été confirmée par le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Miloud Tria, qui a affirmé que le secteur est désormais considéré comme « un pilier stratégique au service de la souveraineté alimentaire, de l'investissement productif, de l'emploi et du déve-

loppement territorial ». Le responsable a annoncé que la production aquacole nationale a atteint près de 14 000 tonnes en 2026, avec un objectif dépassant les 20 000 tonnes à l'horizon 2027 afin de réduire la pression sur les ressources halieutiques côtières. Miloud Tria a présenté les cinq priorités du programme gouvernemental : le développement de la pêche au large et en haute mer, la valorisation du thon rouge, la modernisation de la pêche artisanale, la gestion durable des ressources halieutiques et le développement massif de l'aquaculture. Selon lui, la transition vers l'économie bleue passe également par une modernisation profonde des outils de gestion. « Nous poursuivons un vaste chantier de modernisation du secteur à travers la digitalisation des services, le développement du système VMS de suivi satellitaire des navires, le renforcement de la recherche scientifique et l'amélioration du climat de l'investissement », a-t-il expliqué.

Les débats ont également porté sur la question des intrants aquacoles. Les intervenants ont estimé que les perturbations logistiques mondiales imposent une réduction rapide de la dépendance aux importations d'aliments, d'alevins et de matières premières stratégiques. Miloud Tria a reconnu que « l'Algérie ne peut pas aller loin dans l'aquaculture si elle ne maîtrise pas localement la production des intrants ». Plusieurs projets d'écloseries et d'usines de fabrication d'aliments aquacoles sont ainsi en cours dans différentes régions du pays, notamment à Béjaïa et Aïn Témouchent.

Dans cette perspective, l'Algérie mise également sur la coopération régionale. Un partenariat stratégique avec la Mauritanie

a été conclu afin de sécuriser l'approvisionnement en farine de poisson destinée à l'alimentation aquacole. Des armateurs algériens exploiteront des espèces non commercialisables qui seront transformées localement, avec un projet d'unité industrielle envisagé à Tindouf.

Les autorités ont par ailleurs annoncé plusieurs mesures d'incitation pour soutenir l'investissement privé, notamment des exonérations douanières et une TVA réduite sur les aliments aquacoles et les alevins.

Des programmes de recherche sont également menés avec le Centre national de recherche pour le développement de la pêche et de l'aquaculture afin d'améliorer la qualité génétique des espèces élevées et développer de nouvelles variétés adaptées aux conditions algériennes. Les échanges ont enfin mis en avant la nécessité de moderniser les infrastructures portuaires et de renforcer la construction navale nationale. Les responsables du secteur ont révélé que plusieurs grands navires de pêche de plus de 45 mètres ont déjà été construits localement. La filière du thon rouge a aussi occupé une place importante dans les discussions, l'Algérie ayant récupéré sa position historique dans les quotas internationaux avec plus de 5 % du quota mondial. Au final, DJAZAQUA 2026 aura confirmé la volonté de faire de l'économie bleue un levier majeur de diversification économique et de souveraineté alimentaire. Entre modernisation technologique, industrialisation des intrants, coopération régionale et développement de l'aquaculture continentale, l'Algérie entend désormais transformer son potentiel maritime en véritable moteur de développement durable.

LG ALGÉRIE RENFORCE SON ACTION SOCIALE À L'OCCASION DE L'AÏD EL-ADHA 2026

Une action solidaire en partenariat avec l'association Rawafid El Ataâ

Dans la continuité de son engagement sociétal, LG Electronics Algérie a mené une action de solidarité à l'occasion de l'Aïd El-Adha, au profit de familles en difficulté sociale dans la wilaya d'Alger. L'entreprise s'inscrit dans une démarche globale d'engagement sociétal à travers des actions menées tout au long de l'année, avec la volonté de toucher l'ensemble du territoire national, au-delà de la wilaya d'Alger, y compris les régions du Sud. Elle a notamment

réalisé, au cours des dernières années, plusieurs initiatives solidaires telles que des dons d'équipements électroménagers à des établissements universitaires, ainsi que l'opération de l'Aïd El-Adha 2025, organisée avec des associations locales et ayant permis la distribution de denrées alimentaires à des familles dans le besoin.

Ces actions traduisent la volonté de LG Algérie de contribuer de manière durable à des projets à impact social.

Cette année l'opération a été réalisée en collaboration avec l'association Rawafid El Ataâ, organisation humanitaire active dans le domaine de la solidarité sociale.

Grâce à son réseau de bénévoles et à son ancrage local, l'association assure la préparation et l'organisation de la distribution dans des conditions d'efficacité, de transparence et de dignité.

Dans le cadre de cette initiative, deux vaches seront sacrifiées à l'occasion de l'Aïd El-Adha.

LG Algérie financera le sacrifice de la première vache, tandis que l'association Rawafid El Ataâ prendra en charge la seconde. La viande sera ensuite découpée, conditionnée et distribuée avant l'Aïd au profit d'environ 100 familles dans le besoin, notamment des familles démunies, des veuves et des orphelins. Une partie de la viande servira à préparer et distribuer des box repas au profit des personnes sans-abri, afin d'élargir davantage l'impact solidaire de cette opération.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE DIZAINE DE PROJETS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS AU SIPSA-FILAHA 2026

L'innovation agricole à l'honneur

La 24^e édition du Salon international SIPSA-FILAHA & AFRIKA FOOD EXPORT, qui se poursuit au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger, accorde cette année une place importante à l'innovation agricole et aux start-up.

Par Zahir R.

À travers un espace spécialement aménagé au sein du « Village Start-up », de jeunes porteurs de projets exposent leurs solutions technologiques et industrielles destinées à moderniser l'agriculture, l'élevage et l'agroalimentaire en Algérie. De l'agriculture de précision à la valorisation des protéines végétales locales, en passant par la digitalisation du secteur vétérinaire et les applications dédiées aux animaux de compagnie, les initiatives présentées témoignent d'une nouvelle dynamique entrepreneuriale tournée vers la souveraineté alimentaire et l'exportation. Parmi les projets les plus remarquables figure « Pipro », une start-up en cours de structuration au sein du venture studio « Synergie », basé à Alger. Présenté par Fatma Sahedemi et Abdelghani Oussar, le projet ambitionne de produire localement des protéines végétales à partir de légumineuses algériennes afin de réduire la dépendance du pays aux importations de farine de soja et de whey protéine. « Aujourd'hui, l'Algérie importe pour près d'un demi-milliard de dollars de protéines végétales comme la farine de soja, alors que nous disposons de ressources locales capables de produire une protéine de haute qualité », explique Fatma Sahedemi. La solution industrielle développée par Pipro permet d'extraire une protéine concentrée à 90 % destinée à la nutrition humaine, mais aussi des protéines destinées à l'agroalimentaire et à l'alimentation animale. Le procédé permet également de produire des fibres, de l'amidon et de l'huile pouvant être utilisés dans l'industrie agroalimentaire et cosmétique. À terme, les fondateurs ambitionnent de faire de l'Algérie « un hub régional de la

protéine végétale » en Méditerranée et en Afrique. L'innovation technologique était également au rendez-vous avec la start-up « GrainOra », spécialisée dans l'AgriTech et la DeepTech. Fondée par l'ingénieure en intelligence artificielle Nada Boutaoui, l'entreprise développe des solutions d'agriculture de précision intégrant l'intelligence artificielle, les drones, les capteurs connectés et l'imagerie satellite. L'objectif est d'aider les agriculteurs à optimiser l'irrigation, la fertilisation et l'utilisation des pesticides tout en répondant aux normes internationales d'exportation, notamment la certification GLOBALG.A.P. « Nous voulons permettre aux producteurs algériens d'accéder aux marchés internationaux et de signer avec de grandes enseignes », explique la fondatrice.

Dans le domaine vétérinaire, la start-up « VetoDiag » a présenté une plateforme numérique basée sur l'intelligence artificielle destinée à améliorer la pratique vétérinaire en Algérie. Le projet, porté par le Dr Chafik Noureddine, permet notamment la digitalisation complète du dossier médical de l'animal, du suivi de naissance jusqu'à l'abattage ou la fin de vie.

Selon son fondateur, cette solution vise à centraliser l'ensemble des données vétérinaires afin de faciliter le travail des praticiens et d'améliorer la sécurité sanitaire. « L'objectif est de mettre à disposition des vétérinaires un véritable cerveau électronique capable d'optimiser la prise en charge animale », affirme-t-il, indiquant que le projet s'inscrit pleinement dans la stratégie de numérisation prônée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le salon a également mis en avant des solutions innovantes dans l'agriculture durable. Une start-up basée à Oran a ainsi présenté

un système d'agriculture hydroponique permettant la culture hors-sol de légumes à feuilles avec une économie d'eau pouvant atteindre 90 %.

Son fondateur, M. Allal Riza, souligne que ce système en circuit fermé permet une production continue tout au long de l'année sans pesticides et avec très peu d'engrais. « Avec environ 2 000 litres d'eau, nous pouvons produire près de 3 000 plantes », explique-t-il. Déjà implantée à Oran, la start-up prévoit désormais de se développer à Alger, Annaba et Constantine.

Dans un autre registre, la start-up « Animaux 360 » a présenté la première application algérienne entièrement dédiée aux animaux de compagnie. L'application propose des services d'adoption, de géolocalisation des vétérinaires, de prise de rendez-vous, ainsi qu'un espace e-commerce destiné aux produits et accessoires pour animaux avec livraison dans les 69 wilayas.

Enfin, la start-up « BioCamelina » a attiré l'attention grâce à une gamme de compléments alimentaires innovants à base de lait de chamelle lyophilisé. Le projet, porté par Khédouci Ilham et Zoubir Româissa, vise à résoudre les difficultés de conservation et de transport du lait de chamelle tout en préservant ses qualités nutritionnelles.

À travers ces initiatives, le Village Start-up du SPSA-FILAHA confirme l'émergence d'un écosystème entrepreneurial agricole de plus en plus tourné vers l'innovation technologique, la transformation locale et la réduction des importations. Une dynamique qui reflète également la volonté des jeunes entrepreneurs algériens de contribuer à la modernisation de l'agriculture nationale et au développement de nouveaux marchés à forte valeur ajoutée.

LA START-UP « NS AGRO BRIDGE »

Une innovation algérienne pour une irrigation intelligente

Par S. R.

En marge du salon SIPSA-FILAHA 2026, la jeune start-up algérienne « NS Agro Bridge » a attiré l'attention des visiteurs et des professionnels du secteur grâce à une solution technologique dédiée à l'irrigation intelligente et automatisée. Porté par une approche mêlant électronique industrielle, automatisation et numérique, le projet ambitionne de répondre à l'un des défis majeurs de l'agriculture algérienne : la maîtrise de la ressource hydrique.

Spécialisée dans les technologies agricoles et l'agronomie, la start-up développe des systèmes intelligents capables de gérer avec précision l'irrigation des exploitations agricoles. Le principe repose sur des armoires électriques connectées et programmées sur mesure permettant de distribuer à chaque plante la quantité exacte d'eau nécessaire, tout en évitant le stress hydrique et le gaspillage. Pour Menzou Safinez, cofondatrice de la start-up, l'objectif est de simplifier au maximum le travail de l'agriculteur tout en améliorant les performances des cultures. « Nous avons voulu créer une solution capable d'optimiser la consommation d'eau sans compliquer le quotidien des exploitants. Une fois les données de l'exploitation intégrées, le système fonctionne en autonomie

totale », explique-t-elle.

La jeune entreprise mise sur une approche personnalisée. Chaque exploitation fait l'objet d'une étude spécifique afin d'adapter le système aux types de cultures, aux saisons et à la configuration des serres. Le dispositif permet également de gérer simultanément plusieurs cultures différentes au sein d'une même exploitation. Selon Ziou Rafik Taha, cofondateur du projet, la technologie développée vise avant tout à apporter des solutions concrètes aux contraintes climatiques et hydriques auxquelles fait face l'agriculture algérienne. « Notre système permet de fournir exactement la quantité d'eau nécessaire à chaque plantation. Nous réduisons ainsi considérablement les pertes d'eau et la consommation énergétique », souligne-t-il.

En plus de l'aspect technique, « NS Agro Bridge » développe également un véritable écosystème numérique. Une plateforme web dédiée permet aux agriculteurs de superviser leurs installations à distance, depuis n'importe quel endroit, grâce à un système de contrôle connecté. L'utilisateur peut suivre les paramètres directement depuis l'armoire physique installée sur le terrain ou via une interface numérique accessible en ligne. « Nous voulons démocratiser l'agriculture intelligente et rendre la technologie accessible même aux exploitants

qui ne maîtrisent pas les outils techniques complexes », affirme Menzou Safinez. « L'agriculteur n'a besoin que d'un simple clic pour gérer son système. Toute la complexité technique est intégrée dans la programmation que nous réalisons en amont », ajoute-t-elle.

La start-up intervient aussi bien sur les grandes exploitations agricoles que sur les petites surfaces résidentielles. Pour les projets industriels, l'entreprise intègre des composants de haute performance conçus pour résister à une exploitation intensive. Une version plus légère du système est également proposée pour les villas, les jardins privés et les petites exploitations. L'autre particularité du projet réside dans sa plateforme de « bridging » destinée à connecter les agriculteurs avec les fournisseurs d'intrants et de matériels agricoles. L'objectif est de fluidifier l'approvisionnement en semences, engrais et équipements agronomiques grâce à une interface numérique centralisée.

Pour Ziou Rafik Taha, cette dimension collaborative constitue un axe stratégique du projet. « Nous ne voulons pas uniquement vendre un système d'irrigation. Nous souhaitons construire un environnement numérique capable de rapprocher tous les acteurs de la chaîne agricole », explique-t-il.

CASH ASSURANCES

Lancement en juin prochain des contrats d'assurance contre les risques liés à l'agriculture

La compagnie CASH Assurances lancera à compter du mois de juin prochain la commercialisation des contrats d'assurance contre les risques liés à l'agriculture dans une démarche de diversification de ses services, a révélé mercredi à Sétif sa Présidente-Directrice Générale (PDG), Widad Belhouchet.

Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture des travaux d'une rencontre professionnelle organisée à la salle Dôme du centre-ville sur le thème "risques et performance : anticipation, assurance, gestion", Mme Belhouchet a précisé que cette orientation traduit la volonté de la compagnie de soutenir le secteur agricole au regard de son importance stratégique pour l'économie nationale, soulignant que CASH Assurances "œuvre à étendre sa couverture aux diverses activités, notamment des secteurs stratégiques".

L'opération vise à offrir une couverture globale qui permet d'accompagner les clients de la compagnie, agriculteurs et investisseurs, pour assurer la pérennité de leurs activités et les aider à affronter les risques, a ajouté la même responsable relevant que l'assurance "n'est pas seulement une indemnisation suite à un aléas mais un partenaire réel qui contribue à protéger l'activité, réduire les pertes et participer à la pérennité de l'activité de l'entreprise". L'intervenante a considéré que la gestion des risques "n'est pas un simple engagement opérationnel mais un levier stratégique essentiel pour garantir la pérennité de l'activité, protéger les investissements, sauvegarder les ressources humaines et consolider d'une manière pérenne la capacité concurrentielle de l'entreprise".

La rencontre a regroupé les cadres de la compagnie, ses clients et des opérateurs économiques des wilayas de Sétif, de Bordj Bou Arreridj, de Constantine, de Mila et de M'sila. Les défis liés à la maîtrise des risques et à la pérennité des performances des entreprises ont été également abordés lors de cette rencontre.

La rencontre vise également à renforcer le dialogue entre la compagnie et les opérateurs économiques pour mieux comprendre les attentes des clients et accompagner leur développement par des solutions innovantes et adaptées à leurs besoins, selon les organisateurs. Des interventions sur "l'indice de risques", "la santé, la protection et la prospérité" et "les nouveaux défis de l'entreprise moderne" ont été présentées outre l'organisation de quatre ateliers sur "les risques liés à la concrétisation des projets", "les risques d'exploitation", "les risques automobiles" et "les risques de transports de marchandises et de logistique".

R. E.

MATIÈRES PREMIÈRES
L'or et le cuivre en
baisse, le coton
flambe

Les prix de l'or et du cuivre étaient en baisse cette semaine, impactés par des prévisions pessimistes sur la demande dans un contexte international marqué par des incertitudes géopolitiques. Vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait vers 16H30 à Londres à 4.639,45 dollars, contre 4.709,50 dollars à la clôture de la semaine passée. Le métal jaune souffre des pressions à la suite de la hausse des prix du pétrole, qui a également tiré à la hausse les anticipations de taux d'intérêt aux Etats-Unis, selon des experts du marché. Des taux plus hauts rendent en effet le dollar et les obligations d'Etat plus attractifs pour les investisseurs, qui délaissent donc l'or, éclipsant son rôle traditionnel de valeur refuge. Le cours du cuivre a également reculé cette semaine en raison de données pessimistes sur la demande et de perspectives de croissance dans le monde affectées par la situation au Moyen-Orient. Une tonne de cuivre coûtait 13.020 dollars sur le LME (London Metal Exchange), contre 13.309,50 dollars lors de la clôture de la semaine dernière. Sur les deux premiers mois de cette année, l'excédent d'offre de cuivre a augmenté de plus de 100.000 tonnes par rapport à l'année précédente, pour atteindre environ 310.000 tonnes, a révélé le groupe d'étude international du cuivre (ICSG) dans son dernier rapport mensuel publié mardi.

Le cours du coton, quant à lui, s'est encore envolé cette semaine, poussé notamment par une sécheresse dans la principale région productrice aux Etats-Unis. Le coton a touché dans la journée de vendredi son plus haut niveau depuis avril 2024, à 84,17 cents la livre.

APS

MONNAIES
Le dollar se
renforce face aux
principales devises

Le dollar poursuit son avancée mercredi, toujours aidé par la récente flambée des taux des obligations d'Etat américaines. Mardi, le rendement des bons du Trésor américain à 30 ans a atteint son plus haut niveau depuis 2007, tandis que celui à 10 ans s'est envolé à son plus haut depuis plus d'un an, à plus de 4,6%. Après avoir déjà progressé la veille, la devise américaine prenait 0,11% face à la monnaie unique européenne, à 1,1592 dollar pour un euro, et grappillait 0,06% à la livre sterling, à 1,3386 dollar pour une livre.

APS

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Installation du comité sectoriel
des télécommunications

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé l'installation du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique, chargé de rapprocher la recherche scientifique des besoins du secteur et d'accompagner les mutations numériques, indique mercredi un communiqué du ministère. L'installation, mardi, du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique, s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des orientations de l'Etat visant à promouvoir la recherche scientifique, à encourager l'innovation et à rapprocher l'université et les centres de recherche des besoins réels du secteur", précise la même source. Le comité se veut "un espace de concertation et de coordination scientifique et technologique réunissant des représentants des différentes structures du secteur,

des établissements qui en relèvent, ainsi que des compétences scientifiques nationales, en vue d'accompagner les transformations numériques et technologiques effrénées que connaît le monde aujourd'hui". Il sera notamment "chargé d'examiner et de proposer les orientations stratégiques liées à la recherche scientifique et au développement technologique dans les domaines de la poste et des technologies modernes", tout en œuvrant à "la valorisation des compétences nationales, à l'encouragement de l'innovation et au développement de solutions technologiques nationales répondant aux priorités et défis futurs du secteur". A cette occasion, M. Zerrouki a souligné "l'importance stratégique de la recherche scientifique, en tant que pilier essentiel pour la construction d'une économie de la connaissance et le renforcement de la souveraineté numérique et technologique",

insistant sur la nécessité de "créer des passerelles entre la recherche académique et les établissements économiques et administratifs, afin de transformer les connaissances en valeur ajoutée et en projets concrets au service du citoyen et du développement national". Il a également mis l'accent sur la nécessité d'"orienter les travaux du comité vers des objectifs à rendement rapide et tangible, à travers des projets directement exploitables au profit du secteur et des citoyens". M. Zerrouki a aussi appelé à "accorder une attention particulière à l'intelligence artificielle (IA)", soulignant "l'importance d'investir dans ce domaine à travers l'encouragement de la recherche et du développement et la conception de solutions nationales innovantes capables de s'adapter aux évolutions mondiales et de soutenir la transformation numérique en Algérie", conclut le communiqué.

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBES

Lancement d'un projet visant à promouvoir l'entrepreneuriat
auprès des étudiants

L'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbes a lancé, mardi, le projet "LEADS", articulé autour de trois axes principaux, dans le cadre de ses efforts visant à préparer les étudiants aux exigences de l'économie de la connaissance et du marché du travail moderne. Les trois axes de ce projet, lancé à l'occasion du 70e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, portent sur le développement des langues vivantes, le renforcement de la culture entrepreneuriale et le développement des compétences numériques, considérées comme des outils essentiels pour accompagner la transformation technologique et répondre aux exigences du marché du travail. Le recteur de l'université, Bouziani Merahi, a souligné que ce projet s'inscrit dans la volonté de l'établissement de renforcer les liens entre le milieu académique et l'environnement économique, et de faire de l'université un espace propice à l'innovation et à la productivité, permettant ainsi aux étudiants de jouer un rôle actif dans la création de richesse. De son côté, la directrice du Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université Djillali Liabès, Mimane Goussem, a affirmé que le programme "LEADS" incarne une vision intégrée visant à doter les étudiants des outils de compétitivité et d'innovation, en adéquation avec les orientations économiques mondiales fondées sur l'économie du savoir et la numérisation. Parallèlement au lancement du projet, le hall de la bibliothèque centrale "Abbouni Bouziane" a accueilli une exposition mettant en lumière la dynamique entrepreneuriale au sein de l'université et les mécanismes de soutien à l'innovation. L'exposition comprenait divers stands présentant des projets innovants et des prototypes de startups ayant obtenu le label "Projet innovant", ainsi que des espaces dédiés aux clubs scientifiques pour exposer leurs activités technologiques, offrant ainsi une opportunité d'échange d'expériences et de concrétisation des dimensions pratiques du projet "LEADS". Lors de sa visite de l'exposition, le wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, a affirmé que les projets et modèles exposés reflètent le niveau de maturité intellectuelle et technique atteint par les étudiants et confirment l'orientation de l'université vers la transformation des idées innovantes en projets économiques capables de créer des emplois. Il a ajouté que les autorités locales continueront à accompagner les jeunes universitaires à travers des mécanismes de soutien, de financement et d'orientation, afin de favoriser leur intégration dans l'environnement économique. Les activités de célébration de la Journée nationale de l'étudiant ont également été marquées par l'organisation d'une série d'interventions et de conférences académiques portant sur les perspectives du projet "LEADS", l'importance du déve-

loppement des compétences linguistiques et communicationnelles des étudiants pour renforcer l'ouverture des projets innovants aux marchés internationaux et aux références scientifiques mo-

dernes, ainsi que sur l'importance des compétences numériques dans la gestion des startups.

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 19 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Pomme de terre	60	69	50	البطاطا
Tomate	87	100	74	الطماطم
Oignon sec	95	105	84	البصل الجاف
Ail sec	700	797	603	الثوم الجاف
Ail vert	196	222	170	الثوم الاخضر
Carotte	101	115	88	الجزر
Navet	111	123	99	اللفت
Petit pois	185	205	165	الجبانة
Fève verte	73	84	61	الفول الاخضر
Courgette	143	158	128	الكوسة
Haricot vert	266	300	233	الفاصولياء الخضراء
Laitue	99	114	85	الخس
Orange	296	346	247	البرتقال
Citron	252	282	222	الليمون
Pomme locale	520	617	422	التفاح المحلي
Datte	484	611	357	التمر
Banane	474	493	456	الموز
Viande bovine locale	2009	2174	1845	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	374	385	362	الدجاج
Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Librairie de la Vie	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	Perf	Band Net %	Volume trimestriel	Valeur transgée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,04	-11,23	6,00	10,14	150	51 750,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BOL	1 389,00	1397,00	-0,14	0,06	-0,83	8,89	5,57	14448	20 324 863,00
BIOPHARM	BID	2 506,00	NC	0,00	-0,05	1,11	8,66	6,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CRA	2 090,00	2099,00	-1,00	-0,73	-7,76	9,87	6,04	1598	3 202 124,00
EGH ET AURASS	AUR	383,00	NC	0,00	0,00	-4,77	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,79	6,58	4,21	4,72	0	0,00

TRANSPORT DE VOYAGEURS

TRANSTEV renforce ses dessertes inter-wilayas

Le vaste programme de renouvellement du parc national de transport public de voyageurs entre progressivement dans sa phase opérationnelle. Invité de la Chaîne 3, le PDG du complexe de transport terrestre TRANSTEV, M. Rachid Ouazen, a dressé un état des lieux détaillé des nouvelles acquisitions, des projets de modernisation et des mesures prises pour améliorer la sécurité et la qualité du service public.

Par Réda Hadi

À cœur de cette stratégie figure l'importation de près de 10 000 autobus, décidée sur instruction du président de la République, dans le cadre d'un plan national visant à moderniser le transport collectif et à retirer progressivement les véhicules vétustes de la circulation. Selon le responsable, une première phase de distribution est déjà engagée au profit des grandes agglomérations, notamment Alger, Oran, Constantine et Annaba, avant une généralisation progressive à l'ensemble des wilayas du pays, y compris les nouvelles circonscriptions administratives récemment créées.

Le groupe Transtev a bénéficié, pour ses différentes filiales, de 538 nouveaux véhicules, comprenant des autobus, autocars et minibus déjà mis en exploitation sur plusieurs lignes interwilayas, a-t-il affirmé. Ces acquisitions ont permis de renforcer les dessertes existantes, mais également de rouvrir certaines lignes longtemps délaissées en raison du manque de moyens matériels. Parmi les nouvelles liaisons mises en service figurent notamment les axes Biskra-Alger, El Tarf-Alger ou encore Skikda-Alger.

Le sud du pays a également bénéficié d'un renforcement particulier, notamment vers Hassi Messaoud, où la forte mobilité des travailleurs du secteur énergétique nécessite une offre de transport plus importante et plus régulière. Le PDG de Transtev a expliqué que la répartition des nouveaux bus a été réalisée sur la base des plans de charge et des besoins exprimés par les filiales régionales. Les véhicules les plus anciens ont ainsi été progressivement remplacés par des équipements neufs répondant à des normes modernes de confort et de sécurité. Le programme de modernisation vise également à améliorer la couverture urbaine dans les grandes métropoles. À Alger, près

de 60 nouvelles lignes ont été créées et plus de 150 dessertes renforcées.

Cette extension concerne également les wilayas limitrophes intégrées au même bassin de mobilité, comme Blida, Boumerdès et Tipasa. L'objectif est de faciliter les déplacements quotidiens des citoyens vers les zones d'emploi, d'études ou de services. Le responsable estime qu'aujourd'hui, la capitale bénéficie d'une couverture avoisinant les 90 %, même si certains quartiers périphériques ou enclavés restent encore à desservir davantage. L'élargissement du réseau et l'arrivée de nouveaux véhicules nécessitent également un renforcement des ressources humaines. Transtev a ainsi lancé une importante campagne de recrutement de conducteurs. À Alger seulement, près de 80 chauffeurs devraient être recrutés prochainement afin d'accompagner la montée en puissance des nouvelles dessertes.

Le groupe mise également sur la formation continue et le suivi rigoureux des conducteurs pour améliorer la qualité du service et réduire les risques d'accidents.

Le chef de l'État a récemment ordonné le retrait des bus âgés de plus de 25 ans dans un délai maximal de trois mois. Une mesure qui vise principalement à renforcer la sécurité routière et à moderniser le parc national. Selon M. Ouazen, les filiales publiques de TRANSTEV sont relativement peu concernées par cette opération, puisque la majorité de leurs véhicules ne dépassent pas cette limite d'âge. Les nouvelles acquisitions ont d'ailleurs permis d'anticiper ce renouvellement.

En revanche, le secteur privé demeure fortement impacté. Environ 13 000 bus vétustes auraient déjà été recensés et retirés progressivement de la circulation.

Des bus équipés de technologies de sécurité avancées

Le nouveau parc acquis répond à un cahier

des charges particulièrement strict en matière de sécurité et de confort. Les véhicules sont notamment équipés de systèmes numériques empêchant tout dépassement de la vitesse maximale fixée à 80 km/h. Le conducteur ne peut modifier ce paramètre, entièrement verrouillé électroniquement. Les bus disposent également de systèmes modernes de freinage, de contrôle de trajectoire et de surveillance du comportement du chauffeur grâce à des caméras embarquées.

Dans le cadre du renforcement des mesures préventives, les conducteurs sont soumis à des contrôles antidrogue avant leur recrutement, ainsi qu'à des tests d'alcoolémie avant chaque prise de service. En cas de taux positif, le véhicule ne peut tout simplement pas démarrer.

Aussi, à l'approche de l'Aïd El-Adha, Transtev a également mis en place un plan exceptionnel afin de répondre à l'importante demande de déplacement des voyageurs. Pas moins de 130 autocars de réserve seront mobilisés au niveau des principales gares routières du pays, notamment à Alger, pour renforcer les dessertes habituelles assurées par les opérateurs publics et privés.

Le dispositif entrera en vigueur dès le dimanche précédant l'Aïd et restera opérationnel jusqu'au retour des voyageurs après les fêtes. Des mesures similaires seront reconduites durant la saison estivale, avec un renforcement particulier des liaisons vers les villes côtières et les régions du nord du pays. Enfin, le PDG de Transtev a rappelé que le transport public reste avant tout une mission de service public à caractère social. Il a illustré cette réalité en indiquant que le coût réel d'un ticket de tramway à Alger avoisine les 180 dinars, alors que le citoyen ne paie que 50 dinars, la différence étant prise en charge par l'État.

APPROVISIONNEMENT EN EAU DURANT L'AÏD EL-ADHA ET L'ÉTÉ

Les instructions du ministre de l'Hydraulique

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a instruit d'assurer la continuité de l'approvisionnement en eau potable à travers les différentes wilayas du pays, durant l'Aïd El-Adha et la saison estivale, insistant sur le renforcement du contrôle des performances des infrastructures publiques et l'intervention rapide pour remédier aux dysfonctionnements, indique mercredi un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une séance de travail, présidée mardi soir par le ministre via visioconférence, avec la participation des directeurs de wilayas du secteur de l'Hydraulique, de cadres de l'administration centrale, ainsi que des responsables de l'Algérienne des eaux (ADE), de l'Office national de l'assainissement (ONA), et de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), et consacrée à l'évaluation des mesures prises en prévision d'une période qui connaîtra une hausse notable de la demande en eau. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des

instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la garantie de l'approvisionnement des citoyens en eau potable, et à l'application des orientations du dernier Conseil des ministres portant sur l'amélioration des modes de gestion locale du service de l'eau, précise la même source.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer la permanence au niveau de l'ensemble des installations et centres, notamment durant les congés et les jours de l'Aïd El-Adha, afin de garantir la continuité du service public et une intervention immédiate en cas de pannes ou de perturbations, soulignant que des "mesures strictes" seront prises en cas de tout manquement ou négligence.

M. Bouzegza a également appelé à accélérer le rythme de réalisation des projets et programmes vitaux, ainsi qu'à lever les réserves entravant leur mise en service, avec la prise des mesures juridiques nécessaires pour relancer les opérations à l'arrêt et élaborer des programmes d'urgence visant à

améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens.

Le ministre a également souligné la nécessité d'assurer une exploitation optimale des infrastructures et équipements mobilisés par l'État, de garantir l'opérationnalité des puits et des stations de pompage, ainsi que de généraliser les techniques de télégestion, afin d'améliorer la gestion et de renforcer l'efficacité des interventions de terrain, parallèlement à la rationalisation de la consommation des ressources hydriques disponibles. Concernant le service d'alimentation en eau, le ministre a ordonné la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'activation des canaux de communication, avec une intervention rapide en cas de perturbation dans l'approvisionnement. Il a également insisté sur la lutte contre les raccordements illicites, le captage des eaux perdues, la réparation des fuites, la réhabilitation des réseaux, ainsi que l'élaboration et le respect des programmes de distribution de l'eau.

R. E.

CAMPAGNE NATIONALE DE COLLECTE DES PEaux DE MOUTONS

De gros moyens mobilisés par le Groupe GETEX

Le groupe public textile et cuir "Getex" a mobilisé d'importants moyens matériels et logistiques pour la campagne nationale de collecte des peaux de moutons de l'Aïd El Adha à travers le territoire national, a affirmé le P-DG du groupe, Toufik Berkani, ajoutant qu'un dispositif numérique a été mis en place afin de faciliter l'opération, notamment à travers le suivi des points de collecte et de stockage ainsi que le recensement des quantités collectées.

Il a précisé à l'APS, que ce dispositif numérique, développé par la direction des systèmes d'information du groupe, comprend une application interne permettant de suivre l'opération sur le terrain, tandis qu'une autre plateforme pour le grand public est en cours de finalisation et sera accessible via un code QR afin d'améliorer l'efficacité du dispositif de collecte, garantir la fluidité de la circulation de l'information et renforcer la coordination entre les différents intervenants avec un suivi en temps réel des sites de stockage des peaux au niveau des unités de "Getex" et des centres d'enfouissement technique.

Le responsable a souligné que le groupe public a pris une série de mesures pour assurer le bon déroulement de l'opération avec la mobilisation de 27 sites relevant de "Getex" dans 17 wilayas disposant d'une capacité de stockage avoisinant 1,2 million d'unités de peaux, outre 30 Centres d'enfouissement technique (CET) et 73 sites de réception des peaux, outre la mobilisation d'environ 600 travailleurs durant les trois jours de l'Aïd.

Le ministère de l'Industrie avait lancé samedi dernier la campagne nationale de collecte des peaux des moutons de sacrifice dans le but de valoriser cette matière à travers sa transformation en ressource économique, contribuant ainsi au soutien de la production nationale, à la protection de l'environnement. Dans ce cadre, le ministère a affirmé que le citoyen est appelé à préserver la peau du mouton sacrifié, à la saler et à la sécher correctement, puis à la remettre aux points de collecte dédiés.

Afin de préserver la qualité des peaux, M. Berkani a affirmé que les quantités de sel nécessaires aux opérations de conservation ont été fournies et seront distribuées aux directions de l'industrie au niveau national afin d'être mises à la disposition des centres d'enfouissement technique et des associations de quartiers. Une grande importance a été accordée à la formation et à la sensibilisation à travers l'organisation de sessions de formation au profit de 270 encadreurs, sur les techniques de tri et de conservation, en plus du lancement d'une campagne médiatique et la diffusion de vidéos explicatives sur les méthodes de conservation des peaux afin d'améliorer leur valorisation.

R. E.

EL-MENIAA

**Plus de 700 foyers
raccordés au réseau
d'électricité à
Hassi-Lefhal**

Deux projets d'électrification des lotissements 501 et 200, dans la commune de Hassi-Lefhal (wilaya d'El-Meniaa), ont été mis en service, dans le cadre de l'amélioration du service public en distribution énergétique, à-on appris mardi auprès de la direction locale de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Retenues au titre du renforcement du réseau d'électrification, pour répondre aux besoins du développement local et l'extension urbaine que connaît la wilaya d'El-Meniaa, ces opérations ont été réalisées, concernant le lotissement 501, de la mise en place de 4 km de réseau de moyenne tension et 11 km de réseau de basse tension, ainsi que l'installation de 10 transformateurs électriques, dont quatre (4) de 400 kilovolts chacun et six (6) de 630 kilovolts.

La concrétisation de ces projets nécessite un financement de 160 millions DA (MDA), dont 75 MDA comme contribution de la Sonelgaz dans le cadre de sa stratégie d'accompagnement des projets de développement local et d'amélioration du cadre de vie du citoyen.

S'agissant du lotissement 200, la Sonelgaz a fait état de la réalisation de 4,8 km de réseau de basse tension et de 1,1 km de réseau de moyenne tension, soutenus par quatre (4) transformateurs de 400 kilovolts chacun.

Ce projet s'est vu accorder un financement de 63 MDA, dont un apport de la Sonelgaz de 26 MDA.

Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a affirmé, lors de la cérémonie de mise en service de ces projets, que ces opérations confirment l'engagement de la Sonelgaz à poursuivre ses efforts d'appui au développement local et d'amélioration de la qualité du service public dans les différentes régions de la wilaya.

APS

CONSTANTINE

**Mise en service d'un parc
de loisirs, de détente et de sport
à Didouche Mourad**

Un parc dédié aux loisirs, à la détente et aux activités sportives, s'étendant sur une superficie de plus de 8 hectares, a été mis en service, mardi, dans la commune de Didouche Mourad (Constantine), dans le cadre de la commémoration du 70e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, célébrée le 19 mai de chaque année.

La cérémonie d'inauguration de cet équipement a été présidée par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en présence des autorités locales civiles et militaires ainsi que des membres de la famille révolutionnaire. Sa réalisation intervient dans une dynamique visant à renforcer les espaces publics destinés aux familles et aux jeunes, tout en contribuant à l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette collectivité locale.

Edifié au centre de la commune de Didouche Mourad, ce parc a nécessité une enveloppe financière estimée à 120 millions de dinars.

Il comprend plusieurs espaces consacrés à la promenade, aux loisirs et à la pratique

sportive, auxquels s'ajoutent des espaces verts et des installations de service destinées à répondre aux attentes des visiteurs. Le chef de l'exécutif local a indiqué, dans une déclaration à la presse, que la mise en service de ce parc répond à un besoin exprimé en matière d'espaces similaires dans la ville de Didouche Mourad.

Il a souligné que cette infrastructure offrira aux familles et aux jeunes un espace aménagé propice à la détente, à la pratique du sport et à la marche, ajoutant que le parc se distingue par l'étendue de son assiette foncière et par la diversité de ses équipements, comprenant, notamment des installations sportives, des commerces ainsi que des espaces culturels appelés à ouverture prochaine.

Cette réalisation est également appelée à faire de la ville de Didouche Mourad une destination de loisirs pour les habitants des communes avoisinantes.

L'entrée en service de ce parc revêt une importance particulière en ce qui concerne son rôle dans la promotion des équipements de proximité et dans la mise à disposition d'un espace organisé au profit des familles, des enfants et des jeunes.

Cette infrastructure de loisirs contribuera, en outre, à insuffler une nouvelle dynamique au tissu urbain local, à travers la valorisation des espaces publics et l'encouragement des activités sportives et récréatives dans des conditions appropriées, a-t-on précisé.

APS

EL-BAYADH

Le barrage de Brezina renforcé par près de 10 millions de mètres cubes d'eau

Le barrage de Brezina, situé au Sud de la wilaya d'El-Bayadh, a été renforcé par près de 10 millions de mètres cubes d'eau à la suite des importantes retenues sauvegardées dans la région à la fin du mois d'avril dernier, a indiqué, mardi, le directeur de l'ouvrage hydraulique.

M. Djilali Bekhaitia a précisé à l'APS que ces prélèvements, ainsi que l'écoulement des oueds ali-

mentant le barrage, ont permis d'accroître le volume d'eau stocké d'environ 10 millions de mètres cubes, portant ainsi le volume total à 44 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage évalué à 90% de la capacité globale du barrage. Les eaux de cet ouvrage hydraulique sont principalement destinées à l'irrigation agricole, notamment au profit des périmètres agricoles environnants, ainsi que des

oasis et des vergers de Brezina, a fait savoir la même source, ajoutant que « les surfaces irriguées à partir du barrage couvrent environ 1.240 hectares ».

Par ailleurs, les services de la Protection civile organiseront, demain (mercredi), un exercice de simulation au niveau du barrage, afin de reproduire un accident de noyade. Cette opération vise à évaluer l'état de préparation des équipes

de secours et de plongée et à renforcer la coordination entre les différents intervenants.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des campagnes de sensibilisation lancées par l'administration du barrage au profit des citoyens, en particulier les enfants, afin de prévenir les risques liés à la baignade dans ces espaces dangereux, a-t-on également indiqué.

R.E

ILLIZI

**Vulgarisation des avantages de la sécurité sociale au profit
des agriculteurs et des éleveurs**

Une journée de vulgarisation des services et avantages offerts par la sécurité sociale au profit des agriculteurs et des éleveurs a été animée, mardi à Illizi, par la Chambre locale de l'Agriculture.

Menée en coordination avec les services de la Caisse nationale d'assurance des non-salariés (CASNOS), cette journée, ayant regroupé les responsables des conseils interprofessionnels ainsi que des associations activant dans les do-

maines agricoles et d'élevage, a permis d'expliquer les modalités d'adhésion des agriculteurs et des éleveurs à la sécurité sociale, les prestations et avantages prévus par la Caisse, dont la couverture médicale via l'acquisition de la carte Chifa, et la retraite, a indiqué le président de la Chambre de l'Agriculture, Mohamed Ghouma. Les représentants de la CASNOS ont explicité, de leur côté, les procédures de souscription et de cotisation et les avantages souhaités par

ses services en direction des agriculteurs et des éleveurs, dans le cadre de la protection sociale de cette catégorie professionnelle et l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles.

Cette manifestation de sensibilisation vise l'accompagnement des affiliés du secteur de l'agriculture et leur incitation à adhérer au système de la sécurité sociale.

Agence

NÂAMA

**Plus de 120 millions DA pour l'achèvement des travaux d'aménagement
urbain à Aïn Sefra**

Une enveloppe financière de plus de 120 millions de dinars a été allouée à l'achèvement des opérations d'aménagement urbain dans plusieurs quartiers d'habitat de la commune d'Aïn Sefra, dans la wilaya de Nâama, où les travaux ont récemment été lancés, à-on informé, mardi, auprès de la direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la wilaya.

Ces opérations, dont les travaux ont

débuté au niveau de l'avenue Colonel Lotfi et du rond-point situé à l'entrée est de la ville, comprennent le revêtement des routes, la réhabilitation des trottoirs, la généralisation de l'éclairage public, ainsi que l'aménagement d'espaces verts et de zones de détente. Elles supervisent également la plantation de gazon naturel équipé de systèmes d'irrigation, ainsi que le lancement de vastes campagnes de plantation d'arbres décoratifs, a précisé le di-

recteur local du secteur, Belaïmech Mebarek. Le lancement de ces projets intervient parallèlement à l'achèvement d'opérations similaires d'amélioration urbaine dans la ville, ayant concerné l'aménagement de la route de Bechar, de l'avenue de l'Armée de libération nationale, ainsi que du quartier des 377 logements, dans le cadre de programmes ayant notamment d'importantes enveloppes financières, a ajouté le responsable.

Dans le même contexte, la commune d'Aïn Sefra enregistre également des avancées dans la réalisation d'autres projets, notamment l'entretien d'un chemin communal sur une distance de 4 km dépendant des zones de Tirgount et Gara El Kheil, ainsi que la réalisation de deux ouvrages d'art au niveau de l'oued El Bridj, au centre-ville, selon le chef de daïra d'Aïn Sefra, Khemissi Menai.

R.E

LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.

6^e partie et fin

Notre société traverse un âge de la méfiance, à partir duquel elle ne pourra gagner l'âge de la confiance qu'après avoir construit des institutions et des milieux producteurs de confiance, avoir éprouvé des artefacts au travers d'épreuves, qui font circuler la confiance dans un milieu entre les personnes. Mais croire que la confiance peut aller des institutions aux personnes si elle ne va pas des personnes aux institutions est une erreur. Sans continuum et circularité des institutions, la confiance ne peut être produite. Des institutions exemplaires importées ne peuvent à elles seules en produire. Les institutions formelles, les croyances sociales, doivent d'un bout à l'autre du continuum institutionnel se compléter. Les individus vérifient la confiance qu'ils placent dans les institutions au travers de la confiance qu'elles ont pu rendre possible entre les individus au cours de leurs épreuves.

Le marchand, le citoyen et le fonctionnaire

Le marché a besoin d'institutions complémentaires pour son développement. La rationalité des individus est limitée, leur information est inégale, les contrats ne sont pas complets : la méfiance est justifiée. On ne peut pas avoir une confiance aveugle dans le marché, les marchés réels sont « incomplets ». Ils ne mesurent pas tous les états du monde, ils ne peuvent assurer de tous les risques, ils ne procurent pas une information complète, ils sont le terreau de l'aléa moral et de la sélection adverse [13], leur équilibre est rarement optimal. Ils sont d'autant plus incomplets et doivent être complétés, parce qu'émergents, leur émergence s'étant effectué sans les institutions qui les complètent. La demande de régulation du marché par les citoyens est constante, ils ont besoin d'institutions qui établissent leur confiance dans le marché. Ces institutions doivent réduire progressivement l'état d'incomplétude du marché. Pour l'heure, les citoyens confondent régulation du marché et intervention répressive de l'État à défaut de pouvoir se donner les institutions complémentaires au marché qui leur permettraient de prévoir l'évolution de leur revenu et de leurs dépenses.

La défiance du citoyen dans le marchand est complète, il faut cependant voir quelle est conséquence de la défiance du marchand à l'égard du marché. La spéculation n'est pas une attitude morale, elle est une tendance propre à un contexte, elle est une institution. Combattre une telle institution ne consiste pas à réprimer la spéculation, mais à rétablir la confiance dans le marché. Alors seulement, s'il y a spéculation, pourrait-elle être combattue. Le marchand porte une marchandise d'un producteur à un consommateur. Il peut, s'il en a les moyens, commander au producteur sa production. Mais un mar-



chand ne peut avoir qu'une connaissance imparfaite du marché et la connaissance du marché n'est rien d'autre que celle des marchands. Le marchand vise à tirer profit du marché, mais s'il n'en a qu'une connaissance imparfaite, il ne peut pas s'engager auprès du producteur et du consommateur. L'État doit coopérer avec le marché, il doit l'aider à parfaire son information sur les états du monde, ses risques et ses opportunités. La dichotomie occidentale du marché et de l'État livre le marché à la classe capitaliste. Les subventions chinoises à la production sont un exemple d'interpénétration du marché et l'État. Notre façon quotidienne de combattre cette défiance entre consommateurs et marchands est le recours à la confiance personnelle. Nous éprouvons nos commerçants pour nous attacher ceux qui nous paraissent dignes de confiance, mais nous savons qu'en règle générale les marchands subissent le marché et, pour se protéger de lui, exploiteront les faiblesses des consommateurs et producteurs. Il est d'expérience commune que certaines périodes sont particulièrement favorables à de tels comportements. Et l'on ne peut pas dire que de tels comportements de courte vue soient profitables au développement du marché.

Dans une économie marquée par la privatisation des biens collectifs et la domination des marchés publics, la compétition n'a pas cours autour de la production mondiale. Nous en sommes encore comme à la phase de l'accumulation primitive. Il en résulte un rapport particulier entre le fonctionnaire et le producteur, un rapport non complémentaire, mais concurrentiel. Dans la course pour l'enrichissement, étant donné la source de la richesse et la transition vers l'économie de marché, le « fonctionnaire » dispute la richesse au « producteur » pour ne pas être déclassé. L'élite post-indépendance qui a investi dans le socialisme et l'État ne peut

assister impuissante face à son déclin avec l'émergence de nouveaux riches. Une partie d'entre elle s'est convertie avec succès aux affaires, mais la manière dont elle s'est convertie n'a pas été sans conséquences sur le reste de la société qui lui a emprunté le pas. La corruption est une institution.

En guise de conclusion

Nous avons défendu la thèse d'un continuum des confiances personnelle, interpersonnelle particularisée et interpersonnelle généralisée et la circularité d'un tel continuum. Circularité qui, dans une société d'individus aux relations étendues, passe par un ensemble d'artefacts sociaux. Les liens sociaux doivent être médiés par des artefacts sociaux, des productions sociales.

Nous avons adopté la définition d'Aoki selon laquelle les institutions sont des médiateurs cognitifs entre les interactions stratégiques et les croyances individuelles, qu'elles supposent des croyances partagées. Un troisième élément de contexte fait défaut à la production de ces institutions, il s'agit de l'espace de production de ces croyances partagées. Le parti unique a été associé à une idéologie, le multipartisme à des idéologies que l'on a substitué aux croyances sociales. Cela a produit des rhéteurs et non des analystes. Le partage de l'expérience sociale est à la base de la production des croyances communes. C'est un tel espace de réflexion commune, c'est une telle expérience partagée, qui font défaut au contexte actuel.

Nous avons soutenu que le marché était une institution parmi d'autres, qu'il allait avec d'autres institutions qui peuvent être concordantes ou discordantes selon les contextes. De par son incomplétude, di-

sent les économistes, il a besoin d'institutions qui traitent de ses imperfections. Le marché qui n'a pu être pensé et effectué comme institution parmi d'autres, a jeté ses acteurs dans la défiance. Cette défiance doit être transformée en confiance. Pour ce faire, le processus d'institutionnalisation doit accompagner le processus d'individualisation de la société. Il doit transformer les étrangers, que le marché a fabriqués, en citoyens, et par là même, la confiance interpersonnelle particularisée en confiance générale. Pourquoi doit-on se fier les uns aux autres et comment cela se peut-il ? On ne peut éluder la réponse, elle doit être apportée.

Une telle transformation du marché a besoin d'un autre contexte des échanges, d'une autre configuration de la compétition sociale. À l'Afrique doit revenir une certaine part de la production mondiale. La production, la propension à exporter doivent avoir la préséance sur la consommation, sur la propension à importer. À l'ère de la production, être dans le monde, c'est être dans sa production. Seule une stratégie de longue durée peut mettre l'inversion de nos orientations et dispositions en perspective et nous permettre de partager des croyances, d'instituer de bonnes institutions, d'imiter pour innover, de préférer être producteurs plutôt que consommateurs.

Notes

[13] Dans la théorie microéconomique de l'agence, la sélection adverse renvoie à une asymétrie d'information, sur le marché, il en résulte que la mauvaise marchandise chasse la bonne du marché (the market of lemons d'Akerlof). Avec l'aléa moral, une partie (assuré tous risques) prend des risques excessifs sachant que les conséquences négatives seront supportées par d'autres (assureur). L'opportunisme profite de l'incomplétude des contrats.

EN RAISON DES RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE AVEC L'IRAN L'Irak aurait sollicité une aide financière du FMI

Des responsables irakiens ont sollicité le Fonds monétaire international (FMI) afin d'obtenir une aide financière suite au conflit au Moyen-Orient, a déclaré jeudi une source proche du FMI à l'agence de presse Reuters.

Les premières discussions ont eu lieu en avril dernier lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale (BM) à Washington, et les pourparlers se poursuivent pour déterminer le montant des fonds dont l'Irak aurait besoin et les modalités de structuration d'un éventuel prêt, a indiqué la même source.

La guerre qui a débuté le 28 février par une campagne de bombardements massifs menée conjointement par les États-Unis et Israël contre l'Iran, et qui a poussé Téhéran à fermer le détroit d'Ormuz, a secoué l'ensemble du Moyen-Orient, causant des dégâts aux infrastructures et aux économies. L'Irak a été durement touché par la guerre, la plupart de ses exportations de pétrole – qui représentent la quasi-totalité des recettes publiques – ayant été interrompues par la fermeture de cette voie navigable cruciale, qui acheminait auparavant environ un cinquième du pétrole brut mondial.

La porte-parole du FMI, Julie Kozack, a déclaré que le Fonds travaillait avec la BM et l'Agence internationale de l'énergie pour évaluer l'impact de la guerre et ses répercussions sur les pays membres, ajoutant que son institution menait également des discussions actives avec ses membres, dont beaucoup sollicitaient des conseils en matière de politique économique. Elle a indiqué que la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, avait déclaré qu'elle prévoyait des demandes d'aide de la part d'au moins 12 pays, pour un montant compris entre 20 et 50 milliards de dollars, mais elle avait refusé de donner des précisions sur les pays ayant sollicité cette aide.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat de la part du gouvernement irakien ou de son ambassade à Washington. L'Irak possède les cinquièmes réserves de pétrole au monde, et son économie est étroitement liée aux exportations de pétrole. Le dernier accord financier de ce pays avec le FMI est un accord de confirmation de 3,8 milliards de dollars qui a expiré en juillet 2019, dont 1,49 milliard de dollars ont été utilisés, selon le site web du FMI. L'Irak doit 2,39 milliards de dollars au prêteur international, dont quelque 891 millions fournis dans le cadre d'un instrument de financement rapide, indique le site.

R I.

45 % D'ÉNERGIE PROPRE DÈS 2028

L'Égypte relève son ambition et accélère sa transition

L'Égypte poursuit l'accélération de sa transition énergétique et relève ses objectifs dans les énergies renouvelables, tout en misant sur le développement de capacités de stockage à grande échelle afin d'accompagner progressivement la stabilisation du réseau.

Synthèse R I/Agence

Les autorités égyptiennes accélèrent la révision de leur stratégie énergétique en faveur des sources renouvelables. Lundi 18 mai, le président Abdel Fattah el-Sissi a officialisé un nouvel objectif de 45 % d'énergie propre dans le mix électrique égyptien d'ici 2028, contre 42 % précédemment annoncés pour 2030. Cette annonce a été faite lors d'une réunion consacrée au suivi des projets renouvelables, en présence du Premier ministre Mostafa Madbouly et de plusieurs responsables du secteur énergétique. « Le président a insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de ces projets et de surmonter toutes les difficultés et tous les défis qui s'y rapportent, en soulignant qu'il fallait respecter scrupuleusement les délais fixés pour l'achèvement des travaux et le raccordement de ces installations au réseau électrique national », a indiqué la présidence égyptienne.

Un portefeuille de mégaprojets en déploiement

Selon un communiqué de la présidence, le gouvernement suit actuellement la mise en œuvre de plusieurs projets structurants. Parmi eux, figurent la deuxième phase du projet solaire « Obelisk » de 500 MW à Nag Hammadi, dont l'intégration au réseau est prévue en mai 2026, un parc éolien de 900 MW à Ras Shukeir attendu pour 2027, ainsi qu'un projet solaire de 1 700 MW dans le gouvernorat de Minya.

La publication met également en avant plusieurs installations de stockage d'énergie connectées ou autonomes dans les gouvernorats de Minya, d'Alexandrie et de Qena, pour une capacité totale annoncée de 4 000 MW.

Un fossé entre capacités installées et production réelle

HAUT DÉBIT

La Mauritanie rejoint le cercle des pays ayant lancé la 5G commerciale

La 5G s'accélère progressivement en Afrique, portée par les besoins croissants en connectivité haut débit et en transformation numérique. Selon Ericsson, le nombre d'abonnements à la technologie en Afrique subsaharienne devrait passer de 27 millions en 2025 à 400 millions en 2031. La société télécoms Chinguitel a annoncé, la semaine dernière, le lancement commercial de la 5G en Mauritanie. L'opérateur de téléphonie mobile fait ainsi entrer le pays dans le cercle encore restreint, mais grandissant, des nations africaines ayant déployé cette tech-

nologie mobile de dernière génération.

Dans un communiqué, l'entreprise explique que la 5G offrira des vitesses de connexion nettement supérieures, une latence réduite favorisant une meilleure réactivité des services, ainsi que de nouvelles possibilités de solutions numériques destinées aux entreprises. S'il est le premier à la commercialiser, le lancement de cette technologie par Chinguitel ne constitue toutefois pas un cas isolé. Les autres opérateurs télécoms du pays se préparent également, dans le cadre d'un processus en-

gagé il y a plusieurs mois. Moov Mauritel a ainsi annoncé début mai avoir signé avec l'Autorité de régulation (ARE) le cahier des charges relatif au déploiement de la 5G. « Aujourd'hui, Moov Mauritel mobilise toutes ses ressources pour garantir un lancement réussi et de haute qualité de ses services 5G.

L'entreprise s'engage à offrir des services numériques d'excellence, répondant aux attentes de ses clients et soutenant la dynamique de développement du pays », avait déclaré l'entreprise dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux.

Outre Chinguitel et Moov Mauritel, Mattel figure également parmi les acteurs retenus dans le cadre du processus d'attribution des licences 5G, avec une offre évaluée à 252,6 millions d'ouguiyas (MRU), soit environ 6,2 millions de dollars. Le fournisseur d'accès à Internet Rimatel a, lui aussi, participé à l'opération en soumettant une proposition de 265 millions MRU.

Selon l'Agence Ecofin, la 5G avait déjà été lancée dans 28 pays africains à fin juin 2025, portée par 46 opérateurs télécoms différents.

Agence

TECH & NETNEARSHORING IT

Pourquoi la Tunisie attire de plus en plus les entreprises allemandes

Longtemps perçue comme un acteur discret du numérique, la Tunisie commence à s'imposer comme une destination crédible pour le nearshoring IT, notamment auprès des entreprises allemandes. Dans un contexte où les sociétés européennes cherchent à sécuriser leurs compétences technologiques, réduire leurs coûts et rapprocher leurs équipes de développement, le site tunisien gagne en visibilité.

Un article publié par Germany Trade & Invest, l'agence fédérale allemande chargée du commerce extérieur et de l'investissement, souligne que la Tunisie évolue désormais d'un « bon plan confidentiel » vers un site IT de proximité de plus en plus séduisant. Le pays met en avant trois atouts majeurs : des compétences qualifiées, une proximité géographique avec l'Europe et des coûts compétitifs.

Selon les données citées par GTAI, le secteur numérique tunisien compte plus de 2.000 entreprises et environ 40.000 emplois directs. La Tunisie bénéficie également d'une pénétration Internet d'environ 85%, d'une couverture 4G largement dis-

ponible dans les zones urbaines et d'un déploiement de la 5G lancé en février 2025, d'abord concentré sur les grandes agglomérations et les régions côtières économiquement dynamiques.

Une alternative de proximité pour les entreprises allemandes

Le nearshoring répond à un besoin très concret : trouver des ingénieurs, développeurs et profils technologiques qualifiés, sans s'éloigner excessivement des marchés européens. Pour les entreprises allemandes, la Tunisie présente plusieurs avantages pratiques. La durée de vol entre Francfort et Tunis est d'environ deux heures, le décalage horaire est faible et les coûts restent inférieurs à ceux de plusieurs sites d'Europe de l'Est. Pour les projets IT, engineering, développement logiciel, cybersécurité, intelligence artificielle ou systèmes embarqués, ces paramètres comptent autant que le niveau technique des équipes.

L'article de GTAI cite notamment l'entreprise tunisienne Wevioo, fondée en 2000 et

forte d'environ 450 collaborateurs, comme l'un des acteurs importants des services IT. Son CEO, Mehdi Tekaya, estime que la Tunisie dispose désormais d'une crédibilité réelle dans l'outsourcing et le nearshoring, grâce à ses ingénieurs, à ses compétences technologiques et à son expérience dans des projets internationaux.

El Ghazala, vitrine d'un écosystème technologique structuré

Le technopôle El Ghazala, dans le Grand Tunis, est présenté comme le principal cluster IT du pays. Il regroupe des entreprises actives dans le développement logiciel, les télécommunications, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les systèmes embarqués.

On y trouve à la fois des groupes internationaux et de grands prestataires tunisiens, parmi lesquels Orange/Sofrecom, Actia, Sagemcom, Sopra HR, Vermeg et Proxym Group. Le groupe allemand Kromberg & Schubert y dispose également d'un centre technologique et d'ingénierie. L'intérêt d'El Ghazala ne réside pas seulement dans la

présence d'entreprises. Le site réunit aussi des établissements de formation et de recherche comme ISET'COM, SUP'COM, ESPRIT et l'Université SESAME. Cette proximité entre formation, recherche et entreprises crée un écosystème favorable aux projets technologiques et à la coopération industrielle.

Des ingénieurs nombreux, mais un enjeu de rétention

La Tunisie dispose d'un vivier technique important. Chaque année, environ 10.000 étudiants y terminent un cursus d'ingénieur, dont près de la moitié sont des femmes. Le pays compte environ 45 écoles d'ingénieurs, et plus de vingt établissements font certifier certains cursus par des agences européennes.

Ce point est essentiel pour les entreprises allemandes, souvent confrontées à des tensions de recrutement dans les métiers technologiques. La Tunisie peut leur offrir des équipes qualifiées, disponibles et culturellement proches de l'Europe.

R I.

COTON

Le Tchad mise sur un appui français de 22,5 millions \$ pour relancer sa filière

Le Tchad est le deuxième producteur de coton en Afrique centrale après le Cameroun. Alors que la production évolue en dents de scie depuis quelques années et peine à se stabiliser, N'Djamena cherche à insuffler une nouvelle dynamique dans le secteur.

R I/Agence

Au Tchad, le ministère de la Production et de l'Industrialisation agricole a lancé le 13 mai dernier le Projet de Développement agricole et territorial du bassin cotonnier du Tchad (DEBACO). D'un coût total de 19,35 millions d'euros (22,5 millions \$), ce programme quinquennal est financé par l'Agence française de développement (AFD).

Selon l'Ambassade de France basée à N'Djamena, DEBACO marque un repositionnement de l'appui français en faveur de la filière cotonnière tchadienne, avec une approche plus intégrée du développement rural. Si le programme se focalise principalement sur le coton, il inclut également le soutien à plusieurs cultures vi-

vières stratégiques pour la sécurité alimentaire, notamment le sorgho, le maïs, le niébé et l'arachide.

« Le projet DEBACO appuiera la planification de l'usage des terres, la délimitation et la sécurisation des couloirs de transhumance, la prévention des conflits et la mise en place de cadres locaux de dialogue entre les différents acteurs », indique pour sa part le ministère de la Production agricole.

Les interventions cibleront les provinces du Mayo-Kebbi Ouest et du Moyen-Chari qui concentrent à peu près le quart de la production annuelle de coton dans le pays, d'après les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (Usda).

Cet appui de la coopération française intervient alors que la production coton-

nière dans le pays évolue en dents de scie depuis quelques années dans une dynamique baissière. Les données de l'interprofession, compilées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA), illustrent l'instabilité de l'offre locale.

La production de coton graine au Tchad a en effet progressé de 9 % en 2023/2024, atteignant 111 262 tonnes, avant de connaître un net repli lors de la campagne suivante, à 57 774 tonnes, soit une baisse de près de moitié. Pour la campagne 2025/2026, le PR-PICA anticipe toutefois un rebond de 29,8 %, avec une production estimée à 75 000 tonnes.

Reste à voir dans quelle mesure la mise en œuvre du projet DEBACO pourra infléchir durablement la trajectoire de la filière au cours des prochaines années.

KENYA

Un programme national de subvention des semences annoncé à partir de 2026/2027

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 22 % au PIB et emploie environ 46 % de la population active du pays. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, la subvention des intrants agricoles occupe une place importante dans l'aide publique consacrée à l'agriculture.

Le gouvernement kényan prévoit de lancer, à partir de l'exercice budgétaire 2026/2027, un programme national de subvention des semences. C'est ce qu'a annoncé le président William Ruto le dimanche 17 mai, selon les informations relayées par le média local Citizen Digital. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à ac-

croître la production agricole et réduire les coûts de production d'autant plus que la politique publique de soutien au secteur agricole dans le pays était principalement centrée sur l'amélioration de l'accès aux engrais à prix réduit. Elle traduit en outre la volonté des autorités de s'attaquer à l'un des principaux freins à l'amélioration des rendements agricoles : l'accès limité des petits producteurs aux semences certifiées.

Selon un rapport publié en 2025 sur le marché semencier kényan par le département américain de l'Agriculture, le coût élevé des semences de qualité les rend inaccessibles aux petits exploitants agricoles, qui constituent la majorité des producteurs. « La proliféra-

tion sur le marché de semences de mauvaise qualité aggrave encore le problème, entraînant de faibles rendements et décourageant l'investissement dans des variétés améliorées », souligne également le rapport.

Dans ce contexte, la décision de Nairobi d'élargir l'intervention publique aux semences marque ainsi une nouvelle orientation qui pourrait accélérer la structuration du marché semencier national et favoriser une plus large diffusion de semences certifiées. Si, pour l'heure, les détails concernant les modalités de mise en œuvre de ce nouveau programme de subvention ne sont pas encore connus, on sait que la demande semencière au Kenya est assez diversifiée.

D'après l'USDA, le marché semencier kényan est dominé par les cultures de plein champ telles que la pomme de terre, le maïs, les haricots, le sorgho, le coton, le niébé ainsi que les semences horticoles, qui représentent près de 80 % des ventes annuelles totales de semences.

En 2025, l'organisme américain estimait la demande en matériel de semis à plus de 216 000, dont environ 70 % sont encore fournis par le secteur semencier informel. Cette forte dépendance au secteur informel illustre les difficultés persistantes d'accès aux semences certifiées pour une large partie des petits exploitants.

R I.

ANGOLA / RDC

Les deux pays veulent construire la plus longue ligne électrique d'Afrique

L'Angola et la République démocratique du Congo multiplient les partenariats énergétiques. Les deux pays entendent faire de leurs immenses ressources naturelles, notamment énergétiques, un levier commun de développement économique et d'intégration régionale.

L'Angola et la RDC se sont accordés pour construire la plus grande ligne électrique d'Afrique sur 1450 kilomètres. Mandaté par le président Félix Tshisekedi, le ministre congolais des Ressources hydrauliques et énergétiques, Aimé Sakombi Molendo, a été reçu jeudi 14 mai à Luanda par son homologue angolais João Lourenço. Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNEL), Teddy Lwamba, faisait partie de la délégation.

À l'issue de cette audience, Sakombi Molendo a annoncé la construction de deux lignes de transport. La première reliera la province angolaise de Malanje à Fungurume, une zone minière stratégique du Sud-est congolais. La seconde connectera Soyo, dans la province angolaise de Zaïre, au site hydroélectrique d'Inga en RDC, afin d'acheminer 2000 mégawatts (MW), a rapporté Agência Angola Press (AN-GOP).

Après la présentation du rapport au président Tshisekedi, les études techniques seront accélérées. Les deux pays tablent sur un délai de 18 mois pour achever la ligne Soyo-Inga et lancer la liaison Malanje-Fungurume, précise la même source.

« Nous devons ériger nos ressources

hydrauliques en socle du développement durable pour nos deux peuples, établir des ponts entre nos deux pays, et non des barrières », a déclaré le ministre Sakombi Molendo, cité vendredi 15 mai par Mediacongo, à l'issue de l'audience. Le coût du projet est évalué à plusieurs centaines de millions de dollars, sans qu'un chiffre définitif ait été communiqué à ce stade.

Un déficit électrique structurel qui étouffe la RDC

La RDC est capable de produire jusqu'à 100 000 mégawatts (MW) d'électricité, dont 40 000 MW sur le seul site d'Inga, relaye Finances & Entreprises dans une analyse publiée en juillet 2025. Pourtant, la SNEL ne

fournit actuellement que 2100 MW, sur une capacité installée de 2800 MW. Le déficit des seuls opérateurs miniers dépasse 1500 MW, selon des données du ministère congolais des Mines.

Ainsi, certains industriels sont contraints d'importer de l'électricité depuis le Congo, la Zambie ou la Tanzanie pour maintenir leurs activités, note la même source. L'enjeu reste aussi considérable pour Luanda. L'Angola dispose en effet d'un surplus exportable estimé à 4000 MW, d'après les données officielles, qui lui permettraient de tirer jusqu'à 750 millions de dollars par an de ses exportations d'électricité.

Synthèse R I.

AFRIQUE DU SUD SA-H2 Fund soutient un projet de méthanol vert à partir d'eaux usées

L'Afrique du Sud poursuit la diversification de ses projets liés à l'hydrogène vert avec cette nouvelle installation de méthanol vert à partir de boues d'épuration municipales, qui vient d'obtenir un financement de développement du SA-H2 Fund. Les investissements dans les carburants alternatifs à faible émission carbone poursuivent leur progression en Afrique du Sud. Le fonds Climate Investor Three, via son véhicule SA-H2 Fund, a annoncé la signature d'un accord de financement de développement avec Green eFuels Producers pour soutenir un projet de production de méthanol vert dans la province du Gauteng. L'annonce a été faite dans un communiqué de presse publié lundi 18 mai.

« Ce projet montre les effets de la transition énergétique sur les opérations industrielles dans l'économie réelle, en transformant des déchets du quotidien en un carburant bas carbone à forte valeur ajoutée. En convertissant les eaux usées en une ressource productive, il répond à un défi majeur de gestion des déchets tout en soutenant l'emploi local et en renforçant la base industrielle de l'Afrique du Sud dans le cadre d'une transition juste », a déclaré Mphokolo Makara, directeur général de SA-H2 Fund Managers. De la boue au méthanol : un modèle intégré

L'installation sera implantée dans la zone économique spéciale du Vaal et utilisera environ 90 000 tonnes de boues issues de la station de traitement des eaux usées de Sebokeng. L'installation devrait produire environ 14 300 tonnes de méthanol vert par an grâce à un électrolyseur de 10 MW alimenté par une centrale solaire de 50 MW et de l'électricité éolienne acheminée via le mécanisme sud-africain de wheeling.

Le SA-H2 Fund a engagé jusqu'à 4 millions de dollars pour financer les études techniques, les évaluations environnementales et sociales, ainsi que la structuration commerciale du projet. L'institution conserve également une option de participation en fonds propres pouvant atteindre 26 millions de dollars. La clôture financière est attendue pour le second semestre 2027, tandis que les opérations commerciales sont attendues en 2029.

R I.

POINT-MARCHÉS

L'Europe prudemment dans le rouge

Après une heure et demie de cotations, les places européennes font preuve de prudence, comme la veille. Le CAC 40 s'affiche en léger repli de 0,20%, le DAX 40 à Francfort perd 0,43% et le FTSE 100 recule de 0,50%.

Les investisseurs continuent donc de limiter les prises de risque en l'absence d'actualité majeure. Aucune réelle nouvelle sur le front de la guerre au Moyen-Orient n'est apparue. Les intervenants continuent également de surveiller l'évolution des rendements obligataires. Ce matin, en Europe, sur le 10 ans français et allemand l'heure est à la désescalade. Le premier est à 3,804%, après un pic à 3,826% il y a quelques jours, et le second est à 3,176%, contre 3,199% la veille. Aux Etats-Unis, le rendement de l'emprunt obligataire à 10 ans se stabilise à 4,648%, contre 4,6873% la veille. Cette poussée a été alimentée ces derniers temps par les craintes de pressions inflationnistes avec la hausse du prix de l'énergie liée à la guerre en Iran et au blocage du détroit d'Ormuz. Si la hausse des prix se confirme et dure, les banques centrales ne devraient pas baisser leurs taux directeurs (désolé Donald) et pourraient même les relever. L'actualité macro-économique est également assez légère pour l'instant. Les investisseurs se contentent des chiffres de l'inflation britannique. Au mois d'avril, l'indice des prix à la consommation est ressorti en augmentation de 0,7%, là où les analystes redoutaient une hausse de 0,9%. En rythme annuel, la progression a légèrement ralenti en passant de 3,3% en mars, à 2,8% en avril, contre des attentes à +3%. Le reste de la journée sera plus chargé avec dès 11h l'inflation du mois d'avril dans la zone euro et à 16h30 aux Etats-Unis, les stocks de pétrole hebdomadaires. En attendant, les cours de l'or noir sont en repli mais restent sur des niveaux particulièrement élevés. A New York, le baril de WTI se négocie contre 102,66 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord coûte 109,64 dollars. Sur le marché des devises, l'euro recule face au billet vert (-0,18%) et se négocie à 1,1585 dollar, au plus bas depuis début avril.

Le seul rendez-vous à retenir : Nvidia

Le principal rendez-vous du jour est



programmé après la clôture de Wall Street : la publication des résultats trimestriels de Nvidia. Outre son statut de plus grosse capitalisation boursière mondiale avec environ 5 340 milliards de dollars, les comptes seront particulièrement scrutés car ils permettent à chaque fois de prendre le pouls du secteur technologique et plus particulièrement de celui de l'intelligence artificielle. Dans l'actualité des entreprises européennes, Euronext est particulièrement entouré (+5,06%). Sur les trois premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de l'opérateur boursier paneuropéen a augmenté de 15,3%, à 528,5 millions d'euros et le bénéfice net ajusté a bondi de 17,7%, à 216,1 millions d'euros. Stellantis (+0,16%) a annoncé son intention de créer une coentreprise européenne avec Dongfeng destinée aux activités de ventes et distribution, production, achats et ingénierie. Toujours au sein du CAC 40, Legrand (+1,27%) a dévoilé l'acquisition SRS Power Engineering en Malaisie, une société qui génère 90 millions d'euros de revenus annuels et qui est spécialisée dans les produits de protection de puissance (basse et moyenne tension) principalement pour les centres de données et l'industrie. De son côté, Vallourec (+1,88%) a an-

noncé avoir remporté deux contrats pour fournir à ExxonMobil plus de 145 km de pipeline, soit 40 000 tonnes de tubes, et pour accompagner ce développement, le groupe va investir dans la modernisation de l'un de ses sites au Brésil. En Europe, le Britannique Experian (-5,54%) a annoncé un nouveau programme de rachat d'actions d'un milliard de dollars. Uniper flambe de 21,46% alors que l'Etat allemand envisage une cession partielle ou totale de sa participation. CSG est entouré (+9,13%) après la publication de ses résultats trimestriels et de perspectives industrielles solides.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mai 2026
Valeur : 20 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.7719	132.7869
1	EUR EURO	154.4004	154.4444
1	GBP POUND STERLING	177.2656	177.3329
100	JPY JAPANESE YEN	83.5359	83.5663
1	CNY CHINESE YUAN	19.5158	19.5206
1	CHF SWISS FRANC	169.0500	169.1122
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5825	96.6144
1	DKK DANISH KRONE	20.6597	20.6650
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0621	14.0666
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.2427	14.2469
1	AED UAE DIRHAM	36.1451	36.1610
1	SAR SAUDI RIYAL	35.3766	35.3825
1	KWD KUWAITI DINAR	432.6227	432.8126
1	TND TUNISIAN DINAR	45.1114	45.5648
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3951	14.3967
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9044	21.0113
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3302	3.3406
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6786	181.6786

MARCHÉS MONDIAUX

Les Bourses attendent prudemment Nvidia

Alors que le marché des dettes d'Etat se stabilisait à haut niveau mercredi, après la flambée de la veille provoquée par les tensions inflationnistes liées à la situation au Moyen-Orient, les Bourses optaient pour la prudence. Les investisseurs avaient déjà le regard tourné vers les résultats de Nvidia, qui seront dévoilés en soirée. Vers 09h20, dans les premiers échanges, le taux d'intérêt de l'emprunt allemand à échéance dix ans, référence en Europe, reculait à 3,18%, contre 3,19% la veille. Il restait toutefois au-dessus des 3,14% de lundi soir. Son équivalent français reculait à 3,81%, contre 3,82% la veille. Le taux italien céda à 0,02 point de pourcentage par rapport à la veille, à 3,94%. Au Royaume-Uni, il reculait davantage, à 5,08%, contre 5,13% la veille, après un recul bienvenu de l'inflation en avril. Le taux japonais à dix ans restait stable, à 2,80%.

Mardi, les rendements obligataires avaient à nouveau flambé, après avoir déjà grimpé vendredi. Le taux américain à trente ans a atteint un plus haut depuis 2007. Son équivalent à dix ans s'est tendu à 4,69%, - un plus haut depuis début 2025, contre 4,59% lundi en clôture. "Les investisseurs commencent à craindre que la flambée durable des prix de l'énergie pousse" les banques centrales à "envisager de nouvelles hausses de taux" pour lutter contre l'inflation, explique John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. Le détroit d'Ormuz, par lequel transite d'ordinaire un cinquième du brut mondial, reste en effet bloqué en l'absence d'accord entre Téhéran et Washington, ce qui continue de maintenir la pression sur les prix du pétrole. Or, la flambée des prix du brut commence à infuser dans les principales économies mondiales, où des indicateurs publiés ces dernières semaines montrent une montée de l'inflation, de l'Asie à l'Amé-

rique du Nord, en passant par l'Europe. Les prix du pétrole reculent certes quelque peu mercredi, avec un Brent de la mer du Nord à 109,98 dollars (-1,17%) et son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, en baisse de 1,17% à 102,93 dollars. Mais avant le conflit, le prix oscillait autour de 70 dollars le baril. Et l'incertitude reste pleine et entière quant aux perspectives d'accord entre Washington et Téhéran pour mettre fin aux tensions au Moyen-Orient. Le vice-président américain JD Vance a assuré qu'il y avait de "bons progrès" dans les discussions, tout en répétant que Washington avait le "doigt sur la gâchette". Donald Trump a de son côté dit qu'il donnait au moins "deux ou trois jours" à Téhéran pour trouver un accord.

Les Bourses prudentes, Nvidia dans le viseur

Les marchés boursiers évoluent eux, dans la prudence. En Europe, dans les premiers échanges, vers 09h30, Paris et Milan prenaient 0,10%, Francfort était à l'équilibre (+0,02%) et Londres céda à 0,28%. Quant à la Bourse suisse, elle voyait son indice phare SMI creuser ses pertes vers 10h10 à 0,68%. En Asie, Hong Kong abandonnait 0,40% et Shanghai 0,18%. Seule Tokyo a perdu franchement du terrain (-1,23%). Les marchés boursiers attendent les résultats du mastodonte de la tech Nvidia, première capitalisation mondiale, qui doit publier ses performances du premier trimestre après la fermeture de Wall Street. Leur publication intervient après que les valeurs liées à la tech et aux semi-conducteurs ont grimpé ces dernières semaines, portés par les espoirs des investisseurs dans l'intelligence artificielle et bravant les inquiétudes liées à la guerre au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, "le marché s'attend à un nouveau rapport exceptionnel, mais la question est de savoir si Nvidia pourra continuer à dépasser les attentes et si ses prévisions suffiront à impressionner", relève Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank.

Euronext cartonne à Paris

Le titre du gestionnaire boursier paneuropéen Euronext bondissait de 6,56% à Paris dans les premiers échanges, au lendemain de la publication de résultats au dessus des attentes des consensus d'analystes au premier trimestre. Le groupe a notamment fait état d'un bénéfice net à 192,3 millions d'euros, en hausse de 16,7%, contre 178,6 millions attendus par les analystes cités par Bloomberg, et d'un bénéfice d'exploitation ajusté (Ebitda) à 343,2 millions, contre 324,6 millions attendus.

Agence

ROYAUME-UNI

L'inflation ralentit malgré la guerre, un répit fragile et provisoire

Le taux d'inflation au Royaume-Uni a nettement reculé en avril, à 2,8% sur un an, avec l'entrée en vigueur de deux mécanismes destinés à baisser les factures d'énergie des ménages, décidés avant la guerre au Moyen-Orient, mais le répit risque d'être de courte durée.

Le gouvernement britannique avait annoncé l'automne dernier dans son budget un «dispositif de soutien» aux ménages, entré en vigueur en avril au même moment qu'un nouveau plafond des factures, fixé par le régulateur de l'énergie Ofgem, a résumé mercredi Grant Fitzner, économiste en chef de l'Office national des statistiques (ONS). Ce plafond, fixé en février, reflète la «baisse des prix mondiaux de gros de l'énergie avant le conflit» au Moyen-Orient, ce qui a contribué à tirer les prix vers le bas malgré «une nouvelle hausse des prix de l'essence et du diesel» en avril, a expliqué Grant Fitzner. Si le ralentissement de l'inflation, qui s'était hissée à 3,3% en mars, n'est pas une surprise pour les économistes, il est toutefois plus marqué qu'attendu (le chiffre de 3% était anticipé, selon le consensus d'analystes de l'agence Bloomberg).

«Calme avant la tempête»

«Les décisions que j'ai prises dans le budget l'an dernier ont permis de contenir l'inflation, alors que nous faisons face à de l'instabilité mondiale», a fait valoir la ministre des Finances Rachel Reeves. La chancelière de l'Échiquier, son titre

officiel, doit présenter cette semaine des mesures de soutien au pouvoir d'achat face aux hausses des prix. Les Britanniques s'attendent notamment à l'annonce imminente du gel d'une taxe sur le carburant, dont une augmentation était en principe prévue en septembre. Plusieurs médias britanniques rapportent par ailleurs mercredi que les supermarchés britanniques ont été priés par le gouvernement d'envisager un plafond volontaire des prix de certains produits alimentaires essentiels. La baisse de l'inflation en avril «donne l'impression de n'être que le calme avant la tempête et nous en dit très peu sur la persistance de la poussée inflationniste à venir», a prévenu Ruth Gregory, économiste en chef adjointe pour le Royaume-Uni chez Capital Economics. Le régulateur Ofgem va en effet annoncer la semaine prochaine un nouveau plafond pour les factures d'énergie, qui tiendra compte de l'envolée des prix des hydrocarbures avec la guerre au Moyen-Orient, en vue d'une entrée en vigueur en juillet.

«Contexte des années 1970»

En baisse sur un an, les prix de l'alimentation,

CHINE

Pékin annonce travailler avec Washington pour réduire les droits de douane

La Chine a également dit espérer que les États-Unis honoreront leurs engagements et appelé à prolonger la trêve commerciale d'un an annoncée l'an passé. Pékin va travailler avec Washington à réduire les droits de douane sur des marchandises représentant plusieurs dizaines de milliards de dollars pour chaque pays, a indiqué ce mercredi le ministre du Commerce, quelques jours après la visite du président américain Donald Trump en Chine. Sous l'égide d'un nouveau conseil du commerce,

«les deux parties sont convenues en principe de discuter d'un accord-cadre prévoyant des réductions de droits de douane réciproques sur des produits d'une valeur équivalente», couvrant «30 milliards de dollars ou plus de chaque côté», précise le communiqué du ministère, publié en ligne. La Chine espère que «la partie américaine honorerait ses engagements» conclus durant les derniers pourparlers sino-américains, a ajouté la même source, appelant à une prolongation de la trêve commerciale d'un an décroché

l'an dernier, après une guerre livrée à coups de droits de douane dans le sillage du retour de Donald Trump à la Maison Blanche début 2025.

Pékin confirme l'achat de 200 Boeing

Le ministère du Commerce a également confirmé que Pékin achèterait 200 appareils à l'avionneur Boeing, comme annoncé lors du sommet entre Xi Jinping et Donald Trump de la semaine dernière - mais sans communiquer sur le ou les modèles concernés.

Des médias américains évoquaient depuis plusieurs mois une commande potentielle record de Pékin portant sur environ 500 avions monocouloirs 737 MAX et une centaine de gros porteurs (787 Dreamliner et 777).

Concernant les terres rares, un domaine où la Chine domine, le communiqué du ministère reste évasif, se contentant d'indiquer que «les deux parties collaboreront pour examiner et résoudre les préoccupations légitimes et légales de chacune».

R I/Agence

APRÈS DES "DISCUSSIONS FRANCHES, PARFOIS DIFFICILES"

Les ministres des Finances du G7 s'accordent sur la nécessité d'agir face aux déséquilibres économiques

Les ministres et banquiers centraux des pays du G7 ont réaffirmé «leur engagement envers une coopération multilatérale», dans une déclaration publiée après des échanges élargis mardi à d'autres pays invités (Kenya, Brésil, Inde, Corée du Sud). Les ministres des Finances du G7, réunis pendant deux jours à Paris, ont affirmé mardi soutenir «une coopération multilatérale» face aux répercussions de

la guerre au Moyen-Orient sur l'économie mondiale, malgré des divergences avec l'allié américain. Présidée par la France, cette réunion des grands argentiers du groupe d'économies avancées réunissant Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni préparait le terrain pour le sommet des dirigeants du G7 les 15-17 juin à Evian. Les ministres et banquiers centraux des pays du G7

ont réaffirmé «leur engagement envers une coopération multilatérale», dans une déclaration publiée après des échanges élargis mardi à d'autres pays invités (Kenya, Brésil, Inde, Corée du Sud). La présidence française espérait ce réengagement, dans une période géopolitique troublée où le multilatéralisme est mis à mal notamment par les États-Unis.

R I.

ESPAGNE

La dette publique a reflué à 101,6% du PIB au premier trimestre

La dette publique de l'Espagne a de nouveau reculé au premier trimestre pour s'établir à 101,6% du Produit intérieur brut (PIB), en diminution de 1,7 point par rapport à la même période l'an dernier, a annoncé mardi la Banque d'Espagne. Malgré une nette tendance à la baisse depuis la reprise économique post-Covid, la dette publique de l'Espagne demeure l'une des plus élevées de l'Union européenne, avec notamment la Grèce, l'Italie et la France, selon Eurostat. Selon la banque centrale espagnole, la dette de l'ensemble des administra-

tions publiques espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, s'est ainsi établie à 1.740 milliards d'euros au premier trimestre, période marquée notamment par les répercussions du conflit au Moyen-Orient sur l'économie mondiale. Cela représente une hausse de 4,3% en rythme annuel (passant de 1.667 milliards en mars 2025 à 1.740 milliards en mars 2026), a précisé l'organisme monétaire basé à Madrid dans un communiqué. La dette publique espagnole se situe désormais très loin du niveau record enregistré en mars 2021, lorsqu'elle

avait atteint un pic de 124,2% du PIB en raison des dépenses engagées pour soutenir l'économie, en grande difficulté, pendant la crise du Covid-19. Depuis, elle a largement reculé, principalement en raison de la forte croissance économique du pays, qui a atteint 2,8% du PIB en 2025 à la faveur notamment d'investissements croissants, d'une demande soutenue des ménages et de la manne financière rapportée par le tourisme. Cette dynamique vertueuse a permis de stimuler les recettes fiscales, alors même que l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, n'a pas voté de

nouveau budget depuis 2023, en l'absence de majorité au Parlement, qui demeure très fragmenté. Mais en raison du conflit au Moyen-Orient, qui a notamment déjà eu pour effet le rebond de l'inflation en Espagne, la Banque d'Espagne a alerté fin mars contre un possible «ralentissement significatif» de l'activité, «dans un contexte de forte incertitude», qui pourrait compliquer les efforts des autorités pour faire diminuer la dette des administrations publiques. En 2025, celle-ci s'était établie à 100,8% du PIB. Agence

ALLEMAGNE Léger rebond du moral des investisseurs en mai

Le moral des investisseurs allemands a légèrement rebondi en mai après trois mois de recul, d'après l'institut économique ZEW, dans un contexte toujours marqué par les incertitudes autour de la guerre au Moyen-Orient.

Dans son baromètre mensuel publié mardi, très observé par le milieu des affaires, l'indicateur principal a rebondi de 7 points en un mois, restant en territoire négatif à -10,2 points. Mais l'enquête a été réalisée entre le 4 et le 11 mai, période marquée d'abord par un espoir dans les négociations entre Washington et Téhéran, avant qu'elles n'échouent de nouveau.

«Les experts des marchés financiers espèrent que la guerre en Iran prendra bientôt fin», a noté dans un communiqué le président du ZEW Achim Wambach. Mais Donald Trump a rejeté lundi la réponse de l'Iran aux propositions américaines pour la paix.

Ces revirements ont de nouveau poussé les prix du pétrole à la hausse et compliquent les perspectives économiques, alors que le conflit a déjà provoqué un choc énergétique et ravivé les craintes inflationnistes. «On entrevoit prudemment une reprise potentielle au second semestre 2026, à condition que le conflit au Moyen-Orient s'apaise et que les mesures de relance économique du gouvernement portent leurs fruits», a déclaré M. Wambach.

L'indice ZEW avait chuté lourdement les deux mois précédents, en raison de la guerre au Moyen-Orient et du blocage du détroit d'Ormuz, une route commerciale majeure.

La guerre a provoqué un choc énergétique, un rebond de l'inflation et freine la reprise de l'économie allemande.

Le gouvernement allemand a réduit de moitié sa prévision

R.E

En une seconde, Washington pourrait paralyser votre iPhone, votre banque et votre hôpital

Votre iPhone, votre serveur Windows, les équipements réseau de votre banque interrogent par défaut un serveur américain pour connaître l'heure exacte. C'est le Network Time Protocol (NTP), un protocole créé il y a plus de 40 ans, en 1985. C'est aussi la base de toute la sécurité numérique. Et en Europe, personne n'a jamais vraiment cherché à en reprendre le contrôle.

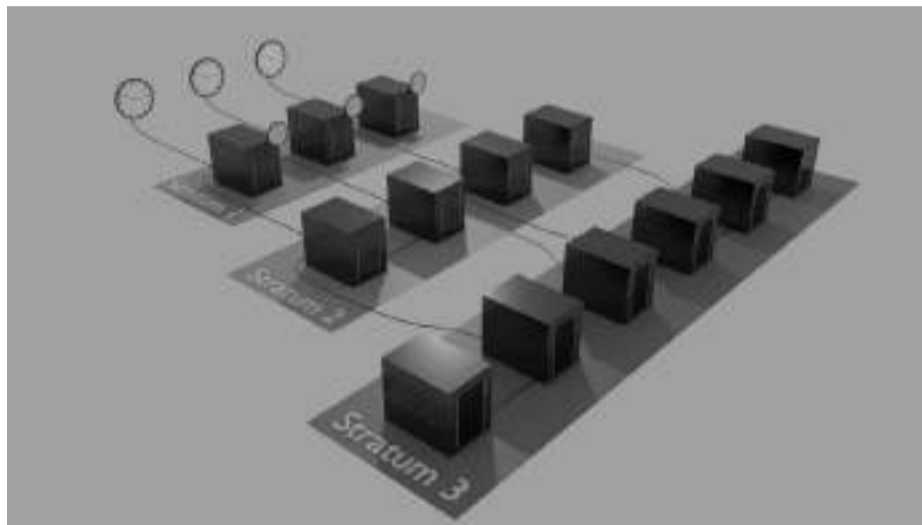
Tout appareil connecté a besoin de connaître l'heure précise. Sans synchronisation fiable, les certificats expirent, les authentifications échouent et les journaux de sécurité deviennent inexploitable. NTP, c'est l'un de ces rares protocoles dont personne ne parle quand tout fonctionne, mais dont tout le monde se rappelle soudainement quand quelque chose se casse. En Europe, on a toute la technologie nécessaire, mais on ne peut rien en faire.

NTP, un protocole qui reste dans l'ombre mais dont tout dépend

NTP a été conçu en 1985 par David Mills, chercheur à l'Université du Delaware. Son rôle est relativement simple ; il permet à n'importe quelle machine de connaître l'heure exacte en interrogeant un serveur de référence via Internet. Ce mécanisme fonctionne en couches, appelées "strates". Imaginez une pyramide. Au sommet, la strate 0, on retrouve une horloge atomique au césium ou un récepteur GPS, capable de mesurer le temps à la nanoseconde. Cet appareil n'est pas directement relié à Internet. Il est branché en local à un serveur de strate 1, lequel en lit l'heure et la diffuse sur le réseau. Ce serveur de strate 1 est la première source de confiance accessible via Internet. Il n'en existe que quelques centaines dans le monde, opérés par des laboratoires de métrologie, des agences gouvernementales ou de grands opérateurs. En dessous, les serveurs de strate 2 se synchronisent sur ces références et répondent aux requêtes du grand public. Nos ordinateurs, téléphones, routeurs interrogent en général un serveur de strate 2 ou 3. Plus on descend dans la pyramide, plus on s'éloigne de la source originale, et plus l'heure peut légèrement dériver. Mais dans tous les cas, la chaîne remonte toujours vers la strate 0. Et pour la quasi-totalité des serveurs dans le monde, cette strate 0 est un récepteur GPS américain. Ce qui compte, c'est la précision. NTP maintient des horloges synchronisées à quelques millisecondes près sur un réseau local, et à quelques dizaines de millisecondes sur Internet. Alors, oui... pour un humain, ça n'a aucun sens. Mais pour un système informatique, cette précision est cruciale. C'est elle qui permet à deux machines distantes de s'authentifier mutuellement, de valider un certificat ou de reconstituer une chronologie d'événements de sécurité.

Des serveurs américains par défaut

Quand on démarre un iPhone, une machine sous Windows 11 ou un routeur domestique, il contacte un serveur NTP pour se caler sur l'heure. Ce serveur, on ne le choisit pas. Il a été configuré par défaut par l'éditeur du système d'exploitation, avant même que l'appareil



reil ne soit allumé pour la première fois. Pour Apple, c'est time.apple.com. Pour Microsoft, time.windows.com. Pour Google, time.google.com. Ces trois serveurs sont américains, opérés par trois entreprises privées soumises au droit américain. Ils traitent des centaines de millions de requêtes quotidiennes en provenance du monde entier. Il existe aussi la Network Time Foundation, ntp.org, laquelle fonctionne différemment. Des milliers de volontaires mettent à disposition leurs serveurs NTP, et les distribuent selon la localisation géographique du demandeur. Sur le papier, l'architecture est plus résiliente. En pratique, la fondation qui gère ce pool est basée aux États-Unis, et sa gouvernance reste américaine.

L'heure, à la base de la sécurité informatique

Si un décalage d'horloge de quelques secondes n'a pas l'air dangereux, il peut pourtant avoir des conséquences très concrètes.

Prenons, TLS, le protocole qui sécurise les connexions HTTPS. Celui-ci vérifie systématiquement la date d'un certificat. Si l'horloge d'un serveur dévie de plus de quelques minutes, le certificat apparaît comme expiré (ou pas encore valide). La connexion est refusée. Un simple décalage temporel peut ainsi rendre inaccessible un service interne, une API ou un site. Kerberos, le protocole d'authentification utilisé dans les environnements Windows et dans la plupart des infrastructures d'entreprise, est encore plus strict : il refuse toute requête dont l'horodatage dépasse cinq minutes d'écart avec le serveur. C'est une protection contre les attaques dites "replay". Celles-ci consistent à rejouer une session capturée. Si les horloges ne sont plus synchronisées, les employés ne peuvent plus se connecter et les applications ne peuvent plus communiquer.

Dans les outils d'analyse et de corrélation de sécurité (SIEM), les journaux arrivent de dizaines de sources simultanées. Pour reconstituer une attaque ou déclencher une alerte, ces données doi-

vent partager une même référence temporelle. Si ce n'est pas le cas, les événements s'affichent dans le mauvais ordre, et les alertes passent entre les mailles.

Quand le NTP devient un vecteur d'attaque

Le protocole peut être détourné de deux façons principales. La première, le "time shifting", consiste à interposer un faux serveur NTP entre une cible et sa source légitime. Si l'attaquant parvient à décaler l'horloge de quelques minutes, il peut invalider des certificats encore valides, ou au contraire forcer l'acceptation de sessions que le système aurait dû rejeter. Il peut aussi faire rejouer des authentifications récemment expirées. Ce type d'attaque ne casse aucun algorithme cryptographique. Il contourne simplement la sécurité via un procédé qui n'est généralement pas surveillé. Il y a aussi l'amplification NTP. Certains serveurs NTP mal configurés répondent à une requête courte par une réponse volumineuse. Un attaquant peut envoyer des requêtes en usurpant l'adresse IP de sa victime. En retour, cette dernière reçoit une avalanche. En février 2014, une attaque de ce type contre un client de Cloudflare a atteint 400 gigabits par seconde, en mobilisant 4 529 serveurs NTP vulnérables sur 1 298 réseaux différents. Il existe une version sécurisée du protocole, NTS (Network Time Security), standardisée en octobre 2020 sous la référence RFC 8915, laquelle ajoute une couche d'authentification cryptographique. Quelques grands opérateurs l'ont déployée. Son adoption reste cependant marginale.

La fameuse seconde intercalaire

Le 30 juin 2012, une "seconde intercalaire" a été ajoutée à l'heure universelle. Il s'agissait d'une correction mineure effectuée périodiquement pour compenser le ralentissement de la rotation terrestre. NTP est chargé de signaler cet ajout aux systèmes connectés. Un bug dans le noyau Linux de l'époque avait provoqué une réaction en chaîne. En recevant le signal NTP d'insertion de cette seconde supplémentaire, des mil-

liers de serveurs sont tombés en boucle de traitement à 100% de charge CPU. Reddit, LinkedIn, Mozilla, Yelp et le système de réservation Amadeus Altea sont tombés dans l'heure qui suivit. Aucune attaque, aucun acteur malveillant. Juste une mauvaise gestion d'un signal NTP par un système d'exploitation utilisé par des millions de serveurs dans le monde.

Le même incident s'est reproduit, à moindre échelle, lors de la seconde intercalaire de juin 2015. Depuis, les grandes plateformes ont développé des techniques de "smearing", lesquelles consistent à diluer l'ajout de cette seconde sur plusieurs heures pour éviter les plantages. Mais ces méthodes ne sont pas standardisées et varient d'un opérateur à l'autre.

Galileo, une alternative encore et toujours ignorée

Pour mesurer le temps à la nanoseconde, les serveurs de strate 0 s'appuient majoritairement sur le signal GPS. Si on associe le GPS à la navigation, aux cartes, à la localisation, c'est d'abord un système de temps. Chaque satellite embarque plusieurs horloges atomiques et diffuse en continu un signal horodaté. Notre téléphone calcule sa position en mesurant le décalage entre les signaux reçus de plusieurs satellites. Forcément, cela suppose que ces signaux soient parfaitement synchronisés à la nanoseconde.

C'est cette précision temporelle que les serveurs NTP de strate 0 viennent lire, pas pour se localiser, mais pour connaître l'heure avec une exactitude qu'aucune horloge locale ne peut atteindre à moindre coût.

Le GPS est un système militaire américain. Il est opéré par le Département de la Défense des États-Unis et contrôlé par la United States Space Force. Jusqu'en 2000, le DoD appliquait une dégradation volontaire du signal civil, appelée "Selective Availability". On s'en doute, la logique était militaire et visait à empêcher un adversaire d'utiliser le GPS pour guider des missiles ou des drones avec précision. Concrètement, des erreurs aléatoires et imprévisibles étaient introduites dans les données d'horloge transmises par les satellites. Les récepteurs civils obtenaient alors une position fautive de plusieurs dizaines de mètres, et une heure faussée de plusieurs centaines de nanosecondes. Les récepteurs militaires américains, eux, utilisaient un signal chiffré non altéré.

Bill Clinton a désactivé cette dégradation le 1er mai 2000, sous pression des industriels et des alliés. Mais en pratique, rien n'interdit le DoD de la réactiver. Une décision de Washington suffirait à dégrader la précision temporelle de tous les serveurs NTP qui en dépendent, c'est-à-dire la quasi-totalité des serveurs de strate 0 dans le monde.

SEAT IBIZA ÉLECTRIQUE

Pourquoi la marque espagnole prend son temps ?

Longtemps donnée pour condamnée face à Cupra, Seat vient de clarifier son avenir. La marque espagnole ne disparaîtra pas, mais elle va traverser plusieurs années sans véritable nouveauté majeure. Ce choix est aussi celui d'une réalité industrielle très simple : l'électrique reste trop cher à produire pour une marque populaire. Seat devra donc patienter avant de revenir avec ses propres modèles zéro émission.

Pendant que Cupra multiplie les lancements, Seat avance plus prudemment. Markus Haupt a confirmé que la marque espagnole a bien un avenir au sein du groupe Volkswagen, même si son prochain grand saut électrique n'interviendra qu'au-delà de 2030.

Seat reste vivant, mais Cupra prend toute la lumière

Depuis plusieurs années, Seat vit dans l'ombre de Cupra. La jeune marque sportive et plus valorisante a lancé le Formentor, la Born, le Tavascan, le Teramar et désormais le Raval, alors que Seat n'a plus présenté de modèle totalement inédit depuis longtemps. Cette différence de rythme a alimenté les rumeurs d'une disparition progressive de la marque espagnole. Mais Markus Haupt, patron de Seat et Cupra, a pourtant coupé court à cette idée en se confiant à nos confrères d'AutoExpress. Selon lui, abandonner Seat serait un non-sens compte tenu de son histoire. La marque a encore un avenir, mais celui-ci ne passera pas immédiatement par de nouveaux modèles électriques.

Et la raison est toute simple : l'argent. Seat occupe en effet un positionnement plus accessible que Cupra. Or, avec les coûts actuels des batteries, des plateformes et de l'industrialisation électrique, lancer une Seat électrique rentable serait très compliqué selon lui. Cupra, plus chère et plus premium, peut absorber plus facilement ces coûts. Seat, elle, doit attendre que les volumes et les nouvelles plateformes du groupe Volkswagen rendent l'équation financière plus favorable. « L'avenir de Seat au-delà de 2030 doit être électrique », a déclaré Markus Haupt.

« L'avenir logique de SEAT serait une voiture électrique, mais avec la situation de coût que nous avons maintenant, il serait impossible d'avoir un SEAT rentable avec les coûts de production que nous voyons sur les véhicules électriques. »

Pas de nouvelle Seat avant 2029

Ainsi, avec cette déclaration, un calendrier assez clair se dessine pour la marque espagnole. Seat ne prévoit aucun modèle entièrement nouveau avant 2029, mais plutôt une succession de mises à jour et d'évolutions techniques de sa gamme actuelle. Le programme est d'ailleurs déjà posé : restylage de l'Ibiza et de l'Arona cette année, ajout d'une motorisation mild-hybrid pour les deux en 2027, puis hybridation de la Leon en 2028 avant un restylage plus profond de celle-ci en 2029.



En somme, Seat a décidé de capitaliser sur ses modèles connus tout en préparant progressivement leur électrification.

La marque n'est donc pas à l'arrêt, mais elle évolue dans un rythme bien plus lent que celui de Cupra, qui capte l'essentiel des lancements majeurs du groupe. Si ce "vide produit" peut sembler inquiétant, il traduit surtout une allocation des ressources très favorable à Cupra, qui porte aujourd'hui l'essen-

tiel de la croissance et de l'image du groupe espagnol.

Mais ce n'est pas forcément un mal puisque Cupra, qui se situe quelque part entre Volkswagen et Audi dans la hiérarchie marketing des marques du groupe a une position beaucoup plus simple à défendre économiquement, notamment sur les électriques, dont les marges sont encore tendues.

Seat, à l'inverse, doit composer avec une logique de marque d'accès, alors

même que Skoda, qui tenait encore ce rôle il y a peu a fortement monté en gamme. Et c'est précisément pour cette raison que le futur rôle de Seat peut apparaître plus clairement : devenir la marque plus abordable du groupe, face à des rivales comme Citroën, Dacia, Fiat et des constructeurs chinois low-cost qui progressent rapidement en Europe.

L'Ibiza reste centrale

Parmi les rares certitudes de cette transition, une se détache : le nom Ibiza ne devrait pas disparaître. Sven Schuwirth, directeur ventes et marketing de SEAT, a déjà indiqué que ce nom avait vocation à survivre, quelle que soit la technologie employée à l'avenir.

L'Ibiza pourrait donc continuer demain avec une motorisation thermique électrifiée, puis basculer plus tard vers le 100 % électrique tout en gardant ce nom. Mais cela n'arrivera probablement pas avant 2030, lorsque le groupe Volkswagen aura lancé sa future plateforme SSP, censée réduire les coûts et rapprocher les marges de l'électrique de celles du thermique.

En attendant, Seat doit s'adapter à un marché plus hésitant sur l'électrique, au-delà de l'effet d'aubaine provoqué par la montée des coûts du carburants, où les consommateurs restent sensibles au prix.

L'image de la marque reste forte dans plusieurs pays européens, notamment en Espagne, où la marque a encore été numéro un en février. Dans l'Hexagone, la marque est un peu plus à la peine. En Avril 2026 elle n'a immatriculé que 3 758 véhicules soit une baisse de 28% par rapport à la même période l'an dernier.

C'est toutefois l'Ibiza qui reste largement en tête puisqu'elle capitalise 2 183 exemplaires de l'ensemble.

Mots fléchés

Couards Capitale d'un état sud-américain	Recueil d'anecdotes Embrassades	Affluent de la Dordogne longues que larges	Sable mouvant Ventilée	Exploitation agricole	Cube de jeu Privée d'un sens				Roi de Juda
							Se dirige Pays d'Afrique		
Constants On l'appelle le blanc-casse						Vêtement			
		Commune du Centre Germanium				Animée Inauguration		À l'intérieur de deux limites	
Briques à assembler (marque commerciale) Ensembles des agents économiques			Une région italienne		Ecrivain français (Jules) On le donne en musique				Agence spatiale européenne
							Soupe Entreposât la voiture		
Durée Indésirable		Jeu de pions		Espèces Député					
						Mot de peste	Plante de la famille des palmiers Soleil divin Prénom féminin		
Id est Fleuve allemand		Mise en valeur d'un sujet							Sélénium
		Surface agricole utile Manque d'aisance dans les relations				Vêtement indien		501 en chiffre romain	
Considérés	A toi		Virtuose	Ville portuaire belge Pondérés					
						Dénudés	Après l'éclatement de l'URSS Erbium		Service militaire féodal
Fondai Troublé Marque durable sur la peau				Messager de Dieu			Germandrée petit if	Déplacé en tant que dernière so	
				Échau- guettes Vastes étendues d'eau salée					
Troupes armées	Impôts féodaux					Chrome	Pet Demi-dieu dans la mythologie		
					Surnom de Ernesto Guevara (Le) Sein			Coins chauds	Entrecroisé des fils
Américium	Il peut-être nourri			Contraire à la force Tantale			De temps en temps avec la manière		
	L'Estonie Zinc					Loupai Actrice française (Marie-José)			
Note moyenne Commune d'île-de-France		Fin d'infinif	Arrose Pise				Thymus de veau Pour la voir Zeus se changeait en taureau		
				Habitants d'un endroit du désert					
Déambule				Possèdent			Tentée		

PÉTROLE:

Le baril de Brent à plus de 109 dollars

Les cours du pétrole évoluaient en petit recul mercredi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 1,79% à 109,29 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, lâchait 1,64% à 102,44 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 21 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 206 blessés durant les dernières 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 206 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique mercredi, un bilan de la Protection civile. Les six accidents mortels ont été enregistrés dans les wilayas de Sidi-Bel-Abbès, Annaba, Ain Defla, El-Bayadh, Touggourt et Tamanrasset, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 3 incendies à Constantine et Adrar.

Dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, la Protection civile a également procédé à l'extinction d'un incendie, provoqué par une explosion de gaz à l'intérieur d'un domicile, faisant cinq blessés.

GLOBAL WATER AWARDS 2026 L'usine de dessalement de Cap Blanc à Oran décroche la deuxième place

L'usine de dessalement de l'eau de mer "Cap Blanc" d'Oran, relevant de la société Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a décroché la deuxième place aux "Global Water Awards 2026", dans la catégorie des meilleurs projets de dessalement de l'eau de mer pour l'année en cours, lors du sommet mondial de l'eau organisé à Madrid. Cette distinction constitue, une reconnaissance internationale de la place qu'occupe l'Algérie dans le domaine du dessalement de l'eau de mer et du développement des infrastructures hydrauliques stratégiques, ce qui reflète "la dynamique que connaît l'Algérie dans le domaine du développement des infrastructures hydrauliques non conventionnelles, et les succès enregistrés dans la mise en œuvre de projets stratégiques à même de relever les défis climatiques et de répondre à la demande croissante en ressources en eau", indique un communiqué de l'ADC.

Cette reconnaissance intervient à l'issue d'une large compétition internationale regroupant de nombreux projets provenant de plusieurs pays du monde, seulement dix projets ayant été retenus pour la phase finale de la compétition, parmi lesquelles la station de Cap Blanc d'Oran, qui a réussi à décrocher la deuxième place, juste après le projet "Shuaiba" au Royaume d'Arabie saoudite, précise la même source.

MDN

Chanegriha supervise à Jijel deux exercices tactiques, naval et aérien

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, mercredi, au polygone de tir de la façade maritime Est à Jijel, le déroulement d'un exercice tactique naval comprenant un tir de missile anti-surface exécuté par une corvette polyvalente, ainsi qu'un exercice tactique aérien exécuté par des avions de combat multi-rôles, comprenant un tir réel de missile antinavire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Au deuxième jour de sa visite en 5e Région militaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a supervisé, mercredi 20 mai 2026, au polygone de tir de la façade maritime Est à Jijel, le déroulement d'un exercice tactique naval, comprenant un tir de missile antisurface exécuté par une corvette polyvalente, ainsi qu'un exercice tactique aérien exécuté par des avions de combat

multi-rôles, comprenant un tir réel de missile antinavire", précise la même source.

A l'entame, et après la cérémonie d'accueil, le Général d'Armée a suivi au niveau de l'Ecole d'application des fusiliers marins de Jijel en 5ème Région militaire un exposé présenté par le Commandant des Forces navales, le Commandant de la façade maritime Est et le Commandant Air de la 5ème Région militaire, portant sur l'idée générale et les phases de déroulement des deux exercices tactiques ainsi que les objectifs escomptés.

À bord du navire de commandement et de déploiement des Forces "Kalaat Beni Abbès", le Général d'Armée, accompagné du Général-major Benmeddah Mahfoud, Commandant des Forces navales, du Général-major Ghouila Zoubeir, Commandant des Forces aériennes, et du Général-major Hambli Noureddine, Commandant de la 5e Région militaire, a suivi le déroulement de l'exercice de tir au missile anti-surface exécuté par une corvette polyvalente relevant de la façade maritime Est. "La cible a été détruite avec succès et avec

une précision remarquable, qui reflète le haut degré de préparation des Forces engagées dans cet exercice, la rigueur dans l'exécution des différentes phases planifiées, la parfaite coordination entre les différentes formations, la capacité des cadres des Forces navales dans l'élaboration et la conduite des différentes opérations de combat, ainsi que la maîtrise par les personnels des différents systèmes d'armes en dotation", relève le communiqué.

Le Général d'Armée a également suivi l'exécution d'un exercice tactique aérien comprenant un tir réel de missile antinavire, exécuté par des avions de combat multi-missions. Ces opérations "se sont distinguées par un haut degré de professionnalisme durant toutes leurs phases d'exécution et la cible navale a été détruite avec une haute précision", traduisant ainsi "la compétence des équipages des Forces aériennes et leur aptitude à accomplir avec efficacité et professionnalisme l'ensemble des missions qui leur sont assignées", ajoute la même source.

R.E.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La sûreté des sources de rayonnement ionisants et la cartographie sociale de l'Algérie à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet d'un décret exécutif fixant les règles de sûreté des sources de rayonnement ionisants et de radioprotection et d'une communication relative au plan opérationnel dédié à la mise en œuvre de la cartographie sociale de l'Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi

20 mai 2026, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des points ci-après : Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les règles de sûreté des sources de rayonnement ionisants et de radioprotection. Ce projet de texte a pour objet de renforcer le dispositif national de radioprotection en encadrant les expositions professionnelles, médicales et du public, ainsi que la gestion des sources radioactives et des équipements associés.

En second lieu, le Gouvernement a également examiné une communication relative au plan opérationnel dédié à la mise en œuvre de la cartographie sociale de l'Algérie, qui s'appuie sur une approche organisée et évaluée par des indicateurs et des indices couvrant la dimension humaine et les réalités géographiques des territoires. Dans ce cadre, il a été retenu plusieurs champs d'analyses qui portent notamment sur la dimension démographique, l'éducation, la santé et la couverture sani-

taire, les conditions de vie, la disponibilité des services de base, l'accès à la mobilité, les connectivités territoriales, ainsi que les vulnérabilités environnementales et climatiques. L'objectif final attendu de cette cartographie est de mieux évaluer les besoins socioéconomiques des régions, d'améliorer le ciblage et la priorisation des politiques publiques et de garantir une répartition plus équitable des ressources disponibles".

APS

PUBLICITE

Sous le Parrainage de Monsieur le Ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-Ups et des Micro-Entreprises



AFRIKA SIPSA INNOV

AGRI TECH - FOOD TECH - AQUA TECH 2026

مسابقة مفتوحة حول الشركات الناشئة الأفريقية
CONCOURS OUVERT SUR LES START-UP AFRICAINES
TROPHÉE SIPSA AWARDS SID AHMED FERROUKHI 2026

جائزة أفريقيا سيبسا ابتوف
سيد احمد فروخي
2026



Sponsor Gold : LISSEC | SOY

Sponsor Silver : casider | tntex

